

TSGP N'EST PAS UN TUYAU L'Algérie et la redéfinition de la souveraineté africaine

SALAH LAKOUES

**Algérie : et si la
solution climatique
reposait sur une
infrastructure
vivante ?**

EL HABIB BEN AMARA

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Iftar

Oran 18h59
Alger 18h43
Constantine 18h30

Imsak

Oran 06h04
Alger 05h46
Constantine 05h33

L'AFRIQUE, OU LA GUERRE DE
L'EAU OU LA PAIX PAR L'EAU

Le plan visionnaire pour 2063

EL HABIB BEN AMARA

**Développement
local en Algérie :
le blocage invisible**

BOUDINA RACHID



**Pour une généralisation
de la convention
de la sécurité sociale**

BOUCHIKHI NOUREDINE

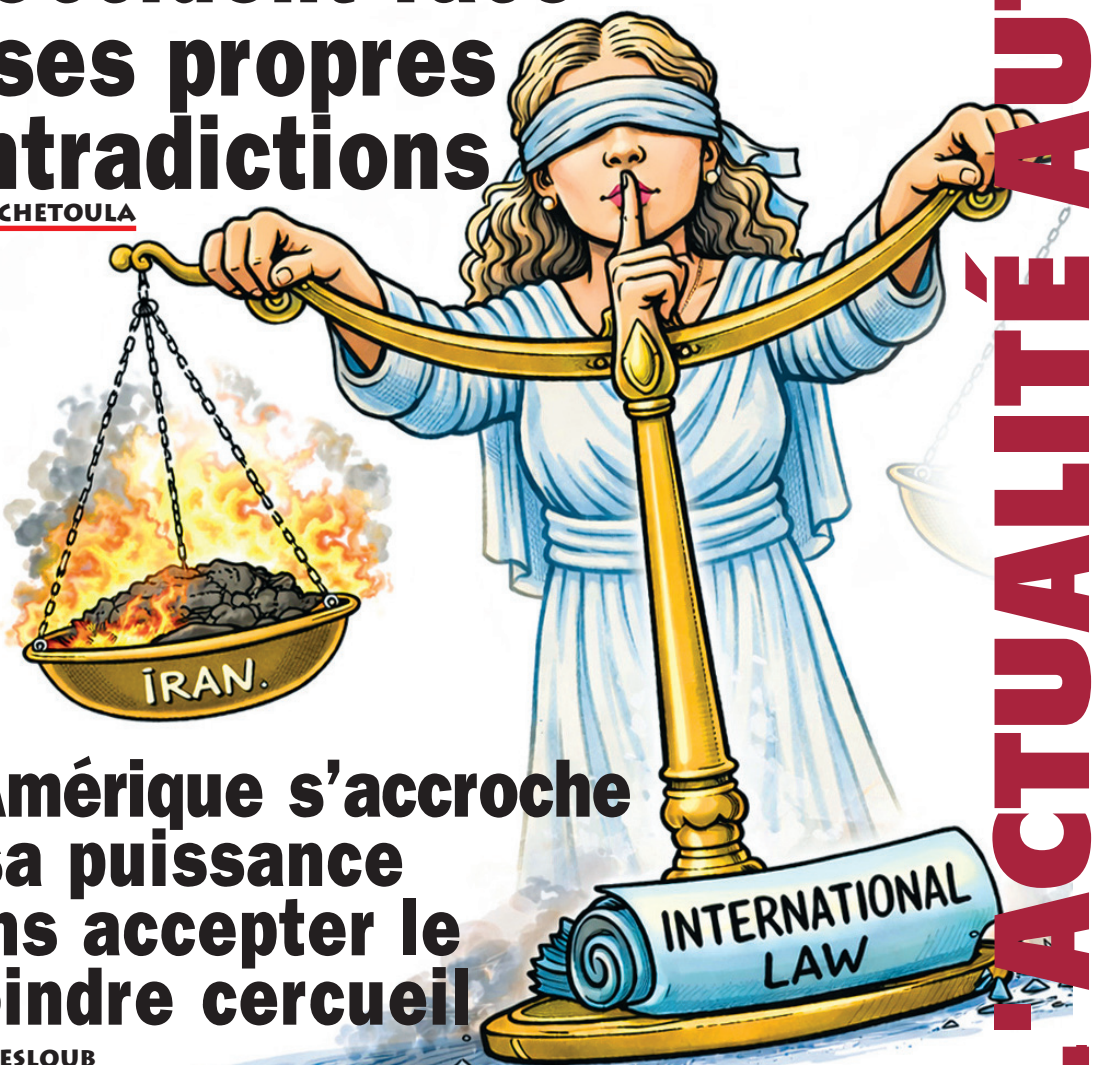
**Les cliniques juridiques:
un soutien stratégique
de l'entrepreneuriat**

KAMEL RAHMAOUI

Livres : LEÇON (S) D'ECO'
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

QUAND LE SILENCE DEVIENT DOCTRINE
**L'Occident face
à ses propres
contradictions**

LAALA BECHETOULA



**L'Amérique s'accroche
à sa puissance
sans accepter le
moindre cercueil**

KHIDER MESLOUB

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 4 à 9

En 2025
**Israël a assassiné
86 journalistes à Ghaza**
**Mercredi, 136^e jour du cessez-le-feu, Israël
continue ses violations de l'accord de Charm
Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs
et davantage de blessés depuis la signature
du « plan de paix », dans ce qui semble
être une démarche menée en total accord
avec l'administration Trump.**

Mohamed Mehdi

Dans son rapport statistique publié hier, le ministère de la Santé a fait état de 3 martyrs et de 4 blessés, suite à des attaques israéliennes survenues lors des précédentes 24h (mardi), ainsi que la récupération de 6 corps de martyrs sous les décombres.

Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la partie palestinienne), passe ainsi à 618 martyrs et 1.663 blessés, ainsi que 732 corps retirés des décombres. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.082 martyrs et 171.761 blessés.

**WORLD CENTRAL
KITCHEN CESSERA
SES ACTIVITÉS
EN RAISON DES
BLOCAGES ISRAËLIENS**

Dans un communiqué, rendu public hier, le directeur général du Bureau des médias du gouvernement de Ghaza, Dr Ismail Ibrahim Al-Thawabta, a expliqué que l'arrêt des activités, durant les prochains jours, de World Central Kitchen, est dû aux blocages imposés par l'occupation sioniste à l'entrée des aides humanitaires. «À la lumière des informations circulant concernant l'annonce par World Central Kitchen (WCK) de son intention de cesser ses activités dans la bande de Ghaza dans les prochains jours, et des inquiétudes légitimes qui en découlent parmi les citoyens quant aux répercussions humanitaires potentielles, et après vérification auprès des parties concernées, il apparaît clairement que l'arrêt de ses activités est due aux graves obstacles imposés par l'occupation israélienne», indique Al-Thawabta.

Deux raisons directes ont motivé cette décision, explique le communiqué. Il s'agit de la « réduction du nombre de camions affectés à l'acheminement des denrées alimentaires » et des « pressions » subies par WCK pour « acheter des matières premières en Israël ». Le nombre de camions autorisés est passé de « 25 à seulement 5 par jour », ce qui « a considérablement affaibli la capacité opérationnelle » de WCK et « menace la continuité de ses services alimentaires, qui bénéficient quotidiennement à des milliers de citoyens », ajoute le communiqué. « Il a été confirmé que WCK subit des pressions pour acheter des matières premières en Israël, alors qu'auparavant, ces matières premières provenaient d'Égypte. Ceci modifie la nature de l'aide humanitaire, en augmente le coût et crée des obstacles supplémentaires à la poursuite des opérations de secours selon les mécanismes habituels », explique encore le Bureau des médias. Le communiqué souligne également que « Ghaza est

confrontée à des signes d'aggravation de la crise humanitaire si les restrictions imposées à l'acheminement de l'aide persistent ».

**CPJ: ISRAËL
EST RESPONSABLE DE 2/3
DES JOURNALISTES TUÉS
DANS LE MONDE EN 2025**

Sur 129 membres de la presse tués dans le monde en 2025, Israël est responsable de d'assassinats ciblés de 86 journalistes à Ghaza, soit les deux tiers, indique un rapport du Comité de protection des journalistes (CPJ) publié lundi 24 février. «Israël était responsable des deux tiers de tous les assassinats de journalistes et de travailleurs des médias en 2025, portant le nombre total de personnes tuées dans le monde l'année dernière à un record de 129 - le nombre le plus élevé jamais documenté par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) depuis que l'organisation a commencé à tenir des registres il y a plus de trois décennies», souligne l'organisation en introduction de son nouveau rapport.

Cette «deuxième année record consécutive» en matière de morts de journalistes, est la «conséquence du ciblage continu et sans précédent des journalistes et des professionnels des médias par Israël », ajoute le document. «Plus de 60% des 86 membres de la presse tués par des tirs israéliens en 2025 étaient des Palestiniens couvrant l'actualité à Gaza, où, de l'avis des organisations de défense des droits humains et des experts de l'ONU, un génocide est en cours», note encore le CPJ.

Le rapport souligne que si le nombre de professionnels des médias «tués en Ukraine (par les forces russes) et au Soudan a légèrement augmenté en 2025 », par rapport à 2024, « avec respectivement 4 et 9 décès dans chacun des deux pays », ces chiffres « restent très faibles comparés à Israël, qui constitue toujours une exception notable ».

Pour le CPJ, «le mépris d'Israël pour la vie des journalistes - et pour le droit international censé les protéger - est sans précédent».

L'organisation note que depuis qu'elle a commencé à compiler ces données en 1992, «Israël a tué plus de journalistes que tout autre gouvernement, faisant de la guerre israélo-palestinienne (qui inclut les massacres perpétrés par Israël à Ghaza ainsi que ses attaques meurtrières au Liban, au Yémen et en Iran) la plus meurtrière jamais enregistrée pour les journalistes». «Trois de ces assassinats, dont un meurtre, ont eu lieu après le cessez-le-feu d'octobre 2025 (à Ghaza)», ajoute le rapport, précisant que parmi ces cas figure l'attentat meurtrier commis contre le journaliste Salah Aljafrawi, freelance de 28 ans, par la milice de Yasser Abu-Shabab, soutenue par Israël pour affaiblir le contrôle de Ghaza par le Hamas.

**Le Pape Léon XIV
attendu en Algérie le 13 avril**

Le pape Léon XIV effectuera du 13 au 23 avril une tournée dans quatre pays d'Afrique, l'Algérie, le Cameroun, l'Angola et la Guinée équatoriale, a annoncé mercredi le Vatican. Le pape se rendra à Alger et Annaba du 13 au 15 avril ; à Yaoundé, Bamenda et Douala du 15 au 18 avril ; à Luanda, Muxima et Saurimo du 18 au 21 avril ; et à Malabo, Mongomo et Bata du 21 au 23 avril, a précisé le Vatican dans un communiqué.

Ce déplacement, le troisième du pape américain à l'étranger depuis son élection en mai 2025, constituera aussi la première visite d'un pape en Algérie.

Le nouvel ambassadeur du Vatican à Alger, M. Javier Herrera Corona, avait souligné, le 9 février dernier, l'importance de la prochaine visite du pape Léon XIV en Algérie, estimant qu'elle contribuera au renforcement des liens d'amitié et de respect mutuel entre l'Algérie et l'Etat de la Cité du Vatican.

Dans une déclaration à la presse après avoir remis ses lettres de créance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de nouvel ambassadeur du Vatican auprès de l'Algérie, M. Herrera Corona a précisé que sa rencontre avec le président de la République a été "très cordia-

le" témoignant de la profondeur des relations entre l'Algérie et le Saint-Siège, qui, a-t-il dit, "remontent à plus de 50 ans".

Il a en outre indiqué que la visite prochaine du pape Léon XIV en Algérie a été évoquée lors de cette rencontre, estimant que cette visite contribuera au "renforcement des liens d'amitié et de respect mutuel entre nos deux pays".

En décembre, le pape américain avait confié vouloir se rendre en Algérie "pour visiter les lieux de vie de Saint-Augustin mais aussi pour poursuivre le dialogue et tisser des liens entre les mondes chrétien et musulman".

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Il avait vingt ans. Cet âge fragile où l'on marche encore entre l'élan et l'inconscience, persuadé que l'horizon n'est qu'une promesse à saisir. Il était l'ainé. Derrière lui, une sœur de seize ans, un frère de treize. Devant lui, des parents solides : un père cadre dans l'administration, une mère enseignante. Une maison sans excès, mais sans manque essentiel. Une maison qui croyait en l'avenir.

Mourad ne manquait de rien. Ses parents satisfaisaient l'ensemble de ses caprices avec une générosité qu'ils croyaient équilibrée. Ce qu'il désirait finissait, tôt ou tard, par lui être accordé. Non parce qu'il exigeait avec dureté, mais parce qu'ils voulaient lui éviter la frustration qu'eux-mêmes avaient connue. Ils confondaient l'amour avec l'anticipation du manque. Après trois années d'université, il abandonna. Décision brutale, prise en dépit des arguments patients, des silences inquiets, des regards qui demandaient simplement du temps. Devant le fait accompli, le père proposa le commerce. Une main tendue. Elle fut refusée. Mourad n'avait qu'une idée en tête : vivre en Europe.

Il ne disait pas comment. Ni avec quoi. Ni chez qui. Ces questions lui paraissaient secondaires, presque indécentes. Ce qui comptait, c'était l'image. Les vidéos, les façades éclairées, les rues propres, les vitrines abondantes. Il ne voyait pas des villes : il regardait des projections. Il ne contemplait pas une réalité : il consommait une promesse. L'illusion moderne ne s'impose pas par la force, elle s'installe par la répétition. Restait l'obstacle concret : l'argent. La somme nécessaire pour assurer « el harga », plus de cent millions. Un chiffre qui ne représentait pas un projet, mais un passage. Le père, un jour, vendit la voiture pour en acheter une plus récente. Geste ordinaire d'un homme qui organise sa vie. Mourad y vit une occasion. Il prit l'argent. Il quitta la maison sans embrasser sa mère, sans regarder son frère, sans expliquer à sa sœur. Sans le consentement du père. Il partit comme on arrache une page. Au réveil, l'absence parla d'elle-même. Les parents vérifièrent les papiers, le téléphone. Les indices s'alignaient avec une froide logique. Il avait quitté la ville. Il avait quitté le pays. Le père comprit aussi qu'il avait pris l'argent. Il n'y eut pas de colère spectaculaire. Il y eut ce silence lourd qui s'abat quand la trahison n'est pas seulement financière, mais morale. Trois jours plus tard, un message. Trois mots : « Je vais en Espagne. » La mère pleurerait d'une question qui ne cherchait pas de réponse : « Mais qu'est-ce qui lui manquait ? »

La question, en vérité, n'était pas économique. Elle était existentielle. La maison changea d'atmosphère. Le petit frère et la sœur n'arrivaient plus à travailler dans ce climat d'inquiétude suspendue. Les mois passèrent. Les parents perdirent le goût des choses simples. L'ainé était leur fierté, leur continuité, la preuve intime que leurs efforts avaient un sens. Puis, trois mois plus tard, une vidéo circula sur les réseaux sociaux. Un voisin la transmittait. On y voyait Mourad. Amaigri. Fatigué. Il parlait d'une vie de chien. Il disait se nourrir des poubelles. Les parents regardèrent. Entre la joie brutale de savoir leur fils vivant et le choc de le voir réduit à survivre, il n'y avait pas d'équilibre possible. La douleur ne choisit pas : elle additionne. Le phénomène n'est pas nouveau. Ce qui change, c'est la vitesse de l'illusion. Autrefois, on rêvait à partir d'un récit. Aujourd'hui, on rêve à partir d'images montées, filtrées, optimisées. L'Europe n'était pas pour Mourad un espace géographique ; elle était devenue une scène. Il ne voulait pas travailler ailleurs, il voulait appartenir à un décor. Et l'on ne s'intègre pas à un décor. On y disparaît. Le malheur, ici, ne réside pas seulement dans la précarité qu'il endure. Il est dans la fracture qu'il a creusée. Il a abandonné ses études, bouleversé la vie de ses parents, fragilisé celle de sa sœur et de son frère, pour une existence qu'il n'avait jamais examinée avec lucidité. Le drame n'est pas le départ. Le drame est le départ sans pensée. La mère s'enfonce dans la dépression. Le père, désormais à la retraite, cherche une issue qui n'existe pas dans les dossiers administratifs. Comment faire revenir un fils qui a confondu fuite et liberté ? Comment convaincre quelqu'un que le réel, même imparfait, vaut mieux qu'une illusion brillante ?

Il serait facile d'accuser la société, les réseaux, l'époque. Ce serait confortable. Mais l'illusion prospère aussi sur nos silences, sur notre difficulté à parler du travail patient, du temps long, de l'effort sans éclat. Nous avons laissé les images raconter le monde à la place de l'expérience. Mourad pensait s'élancer vers une existence plus vaste, plus lumineuse, presque héroïque. Il imaginait des avenues ouvertes, des lendemains plus larges que ses murs familiaux. Il a rencontré une vie dépouillée, rude, une vie qui ne promet rien et qui ne protège pas. Ses parents, eux, étaient convaincus d'avoir posé sous ses pas tout ce qui compte : l'éducation, la sécurité, l'affection, cette stabilité silencieuse qui tient une maison debout. Ils découvrent aujourd'hui, avec une douleur qu'aucun mot ne soulage, qu'on peut donner le nécessaire sans réussir à transmettre la juste mesure des choses, cette capacité intérieure qui distingue le désir du mirage. Le malheur ne surgit pas toujours du manque matériel. Il naît parfois d'un trouble plus intime, plus discret : celui du jugement qui vacille, de la lucidité qui s'efface devant l'image. Et l'illusion la plus cruelle n'est pas celle qui fait rêver un instant. C'est celle qui arrache, qui éloigne, qui fait croire que partir est une ascension alors que c'est parfois une chute silencieuse.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr
Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz				

Lutte contre l'absentéisme Les mises en garde du ministère de l'Education

M. Aziza

Le ministère de l'Éducation nationale a mis en garde les élèves et les enseignants contre les absences non justifiées, après avoir constaté une recrudescence de ce phénomène durant le deuxième trimestre, notamment avec le début du mois de Ramadhan. Cette situation touche essentiellement les élèves des classes terminales dans les lycées.

Dans une instruction publiée hier, le ministère a souligné que ces absences répétées, qu'elles concernent les élèves ou, parfois, les enseignants ont un impact direct sur le niveau des apprentissages. Et sur notamment la préparation des candidats à l'examen du baccalauréat.

Afin de dissuader les élèves, le département de Mohamed Seghir Saadaoui a rappelé que les sujets du baccalauréat portent exclusivement sur les leçons effectivement dispensées en classe et prévues dans les programmes officiels.

Il convient de rappeler qu'au cours de la session précédente, les sujets du baccalauréat 2025 ont été rigoureusement conformes aux programmes officiels, basés sur les contenus réellement étudiés en classe durant l'année scolaire, y compris certaines leçons du troisième trimestre. Les épreuves se sont ainsi démarquées des prévisions souvent avancées dans le cadre des cours particuliers, sur lesquelles certains candidats ont misé. Des candidats n'ont pas caché leur déception à la sortie des centres d'examen.

Le ministère de l'Education a insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des absences, tant chez les élèves que chez les enseignants, ainsi que sur l'application stricte des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il a également exigé que les cours programmés soient assurés quel que

soit le nombre d'élèves présents, avec l'obligation de consigner les leçons dispensées dans les cahiers de textes.

Enfin, le ministère a appelé à un suivi permanent de la scolarité des élèves et à la mise en place de mesures appropriées afin de limiter les absences non justifiées, en particulier durant le mois de Ramadhan.

De son côté, le secrétaire général du Syndicat national autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), Boualem Amoura, a souligné que l'absentéisme des élèves de terminale, notamment durant les deuxième et troisième trimestres, constitue un problème récurrent qui revient chaque année.

Selon lui, l'envoi de correspondances aux directeurs d'établissements ou le renforcement du contrôle sont des mesures utiles, mais insuffisantes pour éradiquer durablement ce phénomène. Il a estimé qu'une réorganisation du baccalauréat demeure nécessaire. Il rappelle qu'un consensus avait déjà été dégagé durant l'année scolaire 2015-2016 autour de cette question. Une commission composée de cadres du ministère, de représentants syndicaux et d'experts avait alors formulé des propositions consensuelles, qui devaient être mises en œuvre à partir de l'année scolaire 2021-2022.

Parmi ces propositions figurait notamment le retour de la fiche de synthèse, un dispositif destiné à mieux évaluer les candidats sur l'ensemble de leur parcours scolaire. La fiche de synthèse devrait être introduite dès la deuxième année secondaire et viserait à valoriser le travail continu et à alléger la charge pédagogique dans les matières secondaires. Son adoption, estime-t-il, permettrait de lutter efficacement contre l'absentéisme et de renforcer la rigueur en classe chez les élèves.

Le nouveau Gouverneur de la Banque d'Algérie installé

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi à Alger, la cérémonie d'installation du Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohammed Lamine Lebbou, nommé à ce poste lundi dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, de l'ex-Gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, M. Mouatasssem Boudiaf, ainsi que des directeurs d'institutions financières et de plusieurs cadres supérieurs.

A cette occasion, le Premier ministre a souligné l'importance d'une "coordination étroite" entre la Banque d'Algérie et le ministère des Finances, au regard des "grands projets qui seront annoncés prochainement et qui requièrent l'innovation", adressant ses vœux de réussite au nouveau Gouverneur et appelant à insuffler une nouvelle dynamique au secteur bancaire. Le ministre des

Finances a, de son côté, mis en avant la place qu'occupe la Banque d'Algérie sur la scène monétaire et financière nationale, exprimant son souhait de voir sa démarche suivre la dynamique que connaît l'économie algérienne.

Il a également fait part de sa confiance dans la capacité de M. Lebbou à "conduire cette transformation attendue depuis longtemps, au bénéfice de la Banque d'Algérie et de l'économie nationale dans son ensemble".

Pour sa part, le nouveau Gouverneur de la Banque d'Algérie a salué la confiance placée en sa personne par le président de la République, exprimant sa volonté de ne ménager aucun effort pour hisser l'action de l'institution au niveau des aspirations de l'Algérie dans les domaines de l'économie et de la finance, saluant, par là même, les efforts consentis par M. Mouatasssem Boudiaf, ex-Gouverneur par intérim.

Réunion du Gouvernement Les écoles privées au menu

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant sur les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés, de la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, et entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne Hadj 2026, ainsi que l'état d'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés ainsi que leur fonctionnement et leur contrôle. Ce projet vise à remédier aux dysfonctionnements et aux lacunes constatés sur le terrain et comprend un nouveau ca-

hier des charges fixant les obligations administratives, techniques et pédagogiques des écoles privées. L'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés sera soumis aux exigences de la cartographie scolaire. Ces établissements seront également tenus de dispenser un enseignement conforme aux programmes et aux manuels nationaux et dans le respect des constantes nationales.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne hadj 1447h/2026. L'exposé a porté sur les principales étapes organisationnelles et les opérations achevées visant à simplifier et à faciliter le pèlerinage pour les hadjis. Ainsi, il a été procédé à la conclusion des contrats relatifs à l'hébergement, à la restauration, au transport des pèlerins et de leurs bagages et à la surveillance médicale au profit des pèlerins, ainsi que la numérisation du pro-

cessus organisationnel via le Portail algérien du Hadj et la mise en place du paiement électronique des frais de pèlerinage. Il a également été souligné l'importance d'une coordination continue entre les différents secteurs, institutions et organismes impliqués dans l'organisation du Hadj, en vue de promouvoir une image honorable de notre pays durant cette saison du Hadj.

Le Gouvernement a, en outre, examiné la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, dans la perspective d'une modernisation de ce secteur pour en faire un véritable levier de développement économique. Ce plan stratégique prévoit une refonte complète du système pédagogique, avec pour objectifs de renforcer l'employabilité des diplômés, d'améliorer la qualité et de diversifier l'offre de formation afin de répondre pleinement aux besoins du marché de l'emploi.

Raïna
Raïkoum
 Ahmed Farrah

L'écran de la nostalgie

Il fut un temps où, durant les nuits de Ramadhan, la télévision devenait un foyer dans le foyer, une

leur douce autour de laquelle se rassemblaient les familles. Les séries parlaient notre langage intime : celui des ruelles familières, des espoirs modestes et des blessures partagées murmurés avec pudeur. On riait sans retenue, on s'émouvait en silence, et chaque épisode s'inscrivait comme une empreinte légère dans la mémoire. Ces œuvres portaient la marque d'une génération de metteurs en scène pour qui, raconter signifiait témoigner. Les caméras s'attardaient sur les regards, les dialogues respiraient, et les personnages semblaient sortir des maisons voisines. Le petit écran devenait alors un miroir collectif où chacun retrouvait une part de soi, un souvenir enfoui ou une émotion familière. Aujourd'hui, l'écran, beaucoup plus grand que par le passé et impressionnant par la super-qualité de l'image et du son, paraît parfois absent du décor et vidé de cette chaleur d'autrefois. Les récits défilent sans s'attarder, les visages passent sans laisser de trace, et l'émotion se fragmente avant de toucher le cœur, comme si elle pouvait être consommée puis jetée dans l'oubli numérique.

Pourtant, la télévision n'est pas une halte fugitive. Elle entre chez les gens avec la discrétion d'un invité familier, s'assoit au milieu des conversations, accompagne les tasses de thé encore fumantes et les silences apaisés de l'après-midi. Elle demande du souffle, de la profondeur, une mémoire capable de traverser les années et de s'accrocher aux cœurs.

Le monde de Tiktok, qu'on cherche à imiter, lui, obéit à une autre logique : celle de l'accrochage rapide de la surprise calculée, de l'image qui brille puis s'efface. C'est un univers où l'algorithme décide du tempo, où le rire se succède au rire, où l'émotion n'a pas le temps de s'enraciner avant d'être remplacée par la suivante.

Entre ces deux écrans, la confusion engendre une œuvre fragile. Quand les producteurs transposent l'éphémère dans le récit long, ils privent l'histoire de sa respiration. Les personnages deviennent des silhouettes, les intrigues des prétextes, et le téléspectateur un simple spectateur de passage plutôt qu'un compagnon fidèle. Les feuilletons qui survivent ne sont pas ceux qui imitent le vertige de l'instant, mais ceux qui, patiemment, construisent une présence - celle d'un récit qui reste, longtemps après que l'écran s'éteint. Les grands réalisateurs de l'époque ne cherchaient pas l'éclat immédiat, mais la trace durable ; les acteurs, eux, prêtaient leur voix et leur corps à des figures qui vivaient bien au-delà du générique final.

Derrière l'abondance des productions d'aujourd'hui, et les dizaines de chaînes de télévision, une absence se fait sentir-celle de la sincérité qui donnait aux histoires leur saveur et leur nécessité.

Ce que le public regrette n'est pas seulement la qualité d'une époque révolue, mais la complicité invisible qui transformait chaque feuilleton en moment partagé. Car la fiction, lorsqu'elle est habitée, devient bien plus qu'un divertissement: elle est un refuge, un miroir et parfois une consolation discrète.

La nostalgie, n'est pas un regret figé. Elle est une mémoire vivante, un murmure qui rappelle que les belles histoires ne meurent jamais vraiment. Elles demeurent en attente, tapies dans le silence, prêtes à renaître dès que des voix sincères accepteront de les porter à nouveau vers la lumière.

Enfin, chaque époque façonne ses récits à l'image de ses propres interrogations. Là où hier dominait la quête d'authenticité et de proximité, aujourd'hui émergent d'autres formes narratives, d'autres rythmes et d'autres préoccupations.

Air Algérie Perturbation des vols aux aéroports d'Alger et d'Oran

Le groupe Air Algérie a annoncé, dans un communiqué, des perturbations enregistrées mercredi matin dans le programme des vols au niveau des aéroports d'Alger et d'Oran suite à un brouillard dense persistant. Ces deux aéroports ont ainsi connu "des retards, des annulations ainsi que des réajustements d'horaires de départ et d'arrivée" à cause de ces "circonstances indépendantes de la volonté" du groupe, qui a présenté ses "sincères excuses pour

ces désagréments". Air Algérie a ainsi assuré que l'ensemble de ses moyens est mobilisé pour "garantir une prise en charge optimale des passagers" concernés par ces perturbations et exprimé sa gratitude pour leur compréhension.

Le groupe a invité ses clients à contacter le centre d'appel au 3302 ou à se rendre auprès de leurs agences commerciales habituelles pour obtenir de plus amples informations sur leurs vols.

TSGP n'est pas un tuyau

L'Algérie et la redéfinition de la souveraineté africaine

Par Salah Lakoues

P

arier sur les corridors plutôt que sur la dépendance. Pendant longtemps, les grandes infrastructures africaines ont été pensées selon une logique héritée de la période coloniale : relier les zones d'extraction aux ports d'exportation destinés aux marchés extérieurs. L'intégration intra-africaine demeurerait secondaire, presque accidentelle. Le projet de gazoduc transsaharien Nigeria-Niger-Algérie (TSGP) marque une rupture conceptuelle majeure. Derrière cette infrastructure énergétique se dessine une transformation plus profonde : l'émergence d'une doctrine africaine de souveraineté fondée sur l'intégration continentale.

Contrairement aux lectures réductrices qui présentent le projet comme un simple conduit énergétique vers l'Europe, le TSGP constitue le noyau d'un corridor économique reliant plus de 300 millions d'habitants, du golfe de Guinée à la Méditerranée.

UNE CONSTANTE STRATÉGIQUE ALGÉRIENNE DEPUIS L'INDÉPENDANCE

Depuis 1962, la politique extérieure algérienne repose sur une conviction forgée par l'expérience historique : l'indépendance politique reste vulnérable sans autonomie économique collective. Sous la présidence de Ahmed Ben Bella, Alger défendait déjà l'idée d'un nouvel ordre économique international reposant sur la coopération Sud-Sud et la maîtrise nationale des ressources stratégiques. Cette vision n'a jamais disparu, malgré les

cycles de tensions avec certaines puissances occidentales liées aux choix souverains de l'Algérie dans les domaines énergétique et diplomatique.

Face aux incompréhensions ou aux désaccords, Alger a historiquement privilégié une approche graduelle : maintenir le dialogue, différer les contentieux et préserver les espaces de coopération. Cette culture stratégique explique aujourd'hui sa capacité à redevenir un acteur central dans les recompositions sahéliennes.

DU GAZODUC AU CORRIDOR CONTINENTAL

L

e TSGP doit être compris comme un élément d'un système beaucoup plus vaste.

Autour du gazoduc se structure progressivement une architecture intégrée comprenant : la route transsaharienne reliant Lagos à Alger ; une dorsale de fibre optique continentale ; des zones franches sahariennes destinées à l'industrialisation régionale ; une ouverture stratégique vers la façade atlantique via la Mauritanie. L'objectif dépasse l'exportation énergétique : il s'agit de transformer le Sahara, longtemps considéré comme une périphérie géographique, en espace de connexion économique. Dans cette logique, le gaz devient un catalyseur d'intégration plutôt qu'une simple marchandise.

SORTIR DU RÔLE DE PAYS DE TRANSIT

L'une des innovations majeures de l'approche algérienne réside dans le refus du modèle du transit passif. Avec près de 50 millions d'habitants, des infrastructures énergé-

tiques matures et le hub stratégique de Hassi R'Mel, l'Algérie cherche à intégrer le gaz nigérien dans une chaîne de valeur industrielle comprenant : liquéfaction, stockage, transformation pétrochimique, redistribution vers l'Europe et les marchés internationaux. Cette stratégie répond à une logique simple : exporter de la valeur plutôt que du volume.

LA BATAILLE DES RÉCITS : SCEPTICISME MÉDIATIQUE ET RÉFLEXE NÉOCOLONIAL

L

e débat entourant le TSGP révèle également une confrontation narrative.

Une partie des analyses internationales insiste sur les risques sécuritaires sahéliens, les coûts supposés excessifs ou la concurrence d'autres projets souvent encore hypothétiques. Pourtant, un élément structurel demeure sous-estimé : environ 70 % des infrastructures nécessaires existent déjà, réduisant considérablement le coût réel du projet. Le scepticisme persistant traduit moins une évaluation technique qu'un héritage intellectuel ancien — celui qui doute de la capacité des États africains à concevoir et piloter des projets continentaux sans tutelle extérieure.

Or, la dynamique actuelle inverse cette logique : l'intégration est désormais pensée depuis le continent lui-même.

UN ESPACE ÉCONOMIQUE EURO-AFRICAIN ÉMERGENT

L

e corridor Algérie-Niger-Nigeria ne répond pas uniquement aux besoins énergétiques européens dans un contexte de diversification des approvisionnements.

Il participe à la formation progressive d'un

marché continental articulant : énergie, logistique, numérique, industrie.

Pour les pays sahéliens, longtemps enclavés, il ouvre un accès direct aux marchés méditerranéens. Pour l'Europe, il offre une proximité stratégique dans un environnement énergétique mondial instable.

Pour l'Afrique, il constitue surtout une tentative concrète de dépasser la fragmentation héritée du XXe siècle.

L'ALGÉRIE COMME PUISSANCE D'INTERCONNEXION

D

ans un Sahel en recomposition, l'Algérie privilégie une stratégie distincte des approches militarisées dominantes : construire des interdépendances économiques capables de stabiliser durablement la région.

Cette posture renforce progressivement son rôle de puissance d'équilibre entre Maghreb, Sahel et Afrique subsaharienne — non par projection de puissance, mais par capacité d'interconnexion.

Le Sahara change de statut géopolitique. Le véritable enjeu du TSGP dépasse l'énergie. Il annonce le déplacement du centre de gravité économique africain vers des axes transcontinentaux autonomes. Le Sahara cesse d'être une frontière pour devenir une dorsale stratégique reliant Afrique et Europe.

Dans un monde marqué par la fragmentation géopolitique et le retour des rivalités de puissance, l'initiative portée par Alger suggère une alternative : celle d'une souveraineté construite non pas contre les interdépendances, mais par leur organisation régionale.

Le TSGP n'est donc pas seulement une infrastructure. Il pourrait constituer l'un des premiers exemples d'une mondialisation redessinée depuis le Sud.

Algérie : et si la solution climatique reposait sur une infrastructure vivante ?

Par El Habib Ben Amara*

L

e débat climatique en Algérie, comme ailleurs, reste souvent prisonnier d'un cadrage étroit : émissions de CO₂, transition énergétique, technologies vertes. Le carbone serait l'ennemi. La technologie serait le salut. Ceux qui questionnent cette vision seraient des sceptiques rétrogrades.

Ces dimensions sont importantes. Mais elles ne suffisent pas. Elles occultent une réalité bien plus fondamentale - et, pour l'Algérie, bien plus stratégique : le climat n'est pas seulement une affaire de molécules dans l'atmosphère. Il est d'abord une affaire d'écosystèmes fonctionnels. Il est produit, modulé et stabilisé par le vivant. Et surtout : il dépend d'une infrastructure naturelle que nous avons sous-estimée.

LE CLIMAT EST CRÉÉ PAR LA VIE

L

e climat n'est pas uniquement un système atmosphérique gouverné par des équations. Il est le résultat d'interactions permanentes entre l'énergie solaire, l'eau, les sols et la biosphère.

Les plantes capturent le carbone par photosynthèse. Les sols vivants stockent l'eau et la matière organique. Les micro-organismes structurent l'éponge souterraine. La transpiration végétale transforme la chaleur sensible en chaleur latente, refroidissant l'air. Quand ces systèmes fonctionnent, les paysages sont résilients. Quand ils se dégradent, la chaleur augmente, les sécheresses s'intensifient, les crues deviennent violentes.

Le changement climatique n'est pas seulement une cause. Il est aussi un symptôme d'écosystèmes affaiblis.

L'EAU : LE GRAND OUBLIÉ DU DÉBAT CLIMATIQUE

Dans les zones arides et semi-arides comme l'Algérie — qui couvrent plus de 80 % de notre territoire — la variable déterminante n'est pas uniquement le carbone. C'est l'eau. L'énergie solaire qui frappe le sol peut produire deux effets :

Soit elle chauffe la surface et amplifie les températures. Soit elle sert à évaporer l'eau, absorbant ainsi de la chaleur (refroidissement évaporatif).

Tout dépend de la présence d'eau dans le sol. Un sol nu et compacté agit comme du béton : l'eau ruisselle, provoque des crues, puis disparaît. La surface surchauffe. La désertification progresse. Un sol vivant agit comme une éponge : il absorbe l'eau, la stocke et la restitue progressivement, soutenant la végétation et la régulation thermique. La destruction de cette éponge explique à la fois les inondations et les sécheresses. Ce sont deux expressions d'un même déséquilibre hydrologique.

CE QUE RÉVÈLE LA RECHERCHE RÉCENTE : L'INFRASTRUCTURE NATURELLE DES OUEDS

D

es travaux scientifiques récents sur les infrastructures naturelles des cours d'eau en zones arides montrent qu'il est possible d'inverser ces dynamiques. Ces recherches démontrent qu'en restaurant les structures naturelles des lits d'oueds — végétation riveraine, micro-barrages naturels, ralentissement des écoulements — on peut : Relever le niveau des nappes phréatiques. Réactiver des zones humides permanentes. Séquestrer du carbone dans les sols. Stabiliser les températures locales. Inverser des processus de désertification. Autrement dit : de simples interventions écologiques, inspirées du fonctionnement naturel des systèmes fluviaux, peuvent transformer des paysages dégradés en puits régénératifs.

Dans ces systèmes restaurés, l'eau ne file plus brutalement vers l'aval. Elle s'infiltre. Elle recharge. Elle soutient la végétation. Elle recrée un microclimat. Ce ne sont pas des mégaprojets techno-

logiques. Ce sont des ajustements intelligents du fonctionnement naturel. Pour un pays comme l'Algérie, traversé par des milliers d'oueds temporaires et de bassins versants dégradés, le potentiel est immense.

RÉGÉNÉRER PLUTÔT QUE PALLIER

N

otre approche climatique reste trop souvent sectorielle : barrages, plantations, subventions, équipements. Il ne s'agit pas d'abandonner ces outils. Il s'agit de les inscrire dans une vision plus large : celle de la régénération fonctionnelle des paysages. Nous ne pouvons pas reconstruire artificiellement l'éponge des sols. Seul le vivant le peut. Mais nous pouvons créer les conditions favorables à son travail : Réduire les perturbations chimiques et mécaniques des sols. Maintenir une couverture végétale permanente. Restaurer les corridors hydrologiques naturels. Soutenir l'agroécologie et l'agroforesterie adaptées aux milieux arides. Réhabiliter les parcours steppiques par une gestion pastorale régénérative. Restaurer les oueds comme infrastructures hydrologiques naturelles.

Les oasis traditionnelles algériennes nous montrent depuis des siècles comment collaborer avec l'eau au lieu de la combattre. Les recherches contemporaines confirment scientifiquement ce que les savoirs ancestraux avaient compris empiriquement : ralentir l'eau, infiltrer l'eau, végétaliser l'eau.

UNE STRATÉGIE CLIMATIQUE ADAPTÉE À L'ALGÉRIE

P

our l'Algérie, la résilience climatique ne se jouera pas uniquement dans la réduction des émissions industrielles.

Elle se jouera : Dans la santé de nos sols. Dans la gestion de nos bassins versants. Dans la régénération de nos oueds. Dans la restauration de la capacité de stoc-

kage hydrique des paysages. C'est une stratégie souveraine. Elle ne dépend pas de marchés carbone internationaux. Elle ne nécessite pas de technologies importées massivement. Elle repose sur nos territoires, nos agriculteurs, nos éleveurs, nos communautés rurales. Elle transforme le climat d'un problème global abstrait en chantier national concret.

UNE VISION RASSEMBLEUSE

L

e discours climatique dominant est souvent culpabilisant et polarisant.

L'approche régénérative est différente.

Elle rassemble : Agriculteurs et écologistes. Scientifiques et praticiens. Savoirs traditionnels et recherche contemporaine. Territoires ruraux et décideurs nationaux. Elle ne demande pas d'attendre des accords internationaux. Elle propose d'agir ici et maintenant. Chaque sol régénéré est un climat stabilisé à petite échelle. Chaque oued restauré est une infrastructure climatique. Chaque hectare vivant est un climatiseur naturel.

Changer de regard. Nous ne sommes pas seuls face au changement climatique. Nous sommes entourés d'une armée silencieuse de travailleurs invisibles : Plantes, racines, champignons, bactéries, insectes, cours d'eau, sols vivants.

Ils savent faire le travail. Ils le font depuis des millions d'années. Notre rôle n'est pas de les remplacer. Il est de cesser de les entraver et de recréer les conditions de leur efficacité.

Pour l'Algérie, pays aride mais riche de savoirs et de paysages, la solution climatique pourrait bien résider là : dans la restauration d'une infrastructure vivante capable de recréer fraîcheur, fertilité et résilience.

Le climat n'est pas seulement une affaire d'émissions. Il est une affaire de vie.

Et il est temps d'en tirer toutes les conséquences.

*Chercheur d'eau dans en milieux arides

Développement local en Algérie : le blocage invisible

Par Boudina Rachid *

Pourquoi des projets locaux attendus, financés et parfois urgents peinent-ils à voir le jour ? Le blocage ne vient pas seulement des textes ou des procédures. Il tient souvent à l'absence d'accord clair sur ce qui doit primer dans l'action publique locale. Clarifier ces priorités pourrait transformer en profondeur la manière dont nos collectivités décident et agissent. Cet article s'inspire de la chronique d'Arezki Derguini, intitulée « La société, l'État et les marchés », publiée dans Le Quotidien d'Oran le 19 février 2026. L'auteur, connu pour son acuité d'analyse et sa grande lucidité, bien qu'il pâtisse d'un excès de conceptualisme qui reste la posture la mieux partagée par les intellectuels algériens, y propose une réflexion institutionnaliste critique du libéralisme pur, rappelant que ni le marché ni l'État ne fonctionnent dans un vide normatif. D'après lui, ils ont tendance à s'inscrire dans un réseau de conventions implicites et de règles sociales tacites qui permettent la coordination des actions. Sa chronique expose avec rigueur le concept d'économie des conventions qu'il définit comme étant des décisions collectives qui ne reposent pas exclusivement sur des calculs rationnels ou sur l'application stricte du droit. Il explique avec clarté quelles mobilisent des principes de légitimité et des accords tacites entre acteurs. Cependant, l'auteur refuse de s'aventurer sur le terrain du concret. Aussi, nous avons décidé de le faire à sa place pour explorer les cas des collectivités locales qui offrent un laboratoire privilégié pour observer ces conventions à l'œuvre et tester leur pertinence dans le pilotage territorial.

DÉVELOPPEMENT LOCAL EN ALGÉRIE :
LE VRAI BLOCAGE N'EST PEUT-ÊTRE
PAS CELUI QUE L'ON CROIT

Pourquoi des projets utiles, financés et attendus par les citoyens mettent-ils des mois, parfois des années, à se concrétiser ? Pourquoi l' élu local hésite-t-il à innover ? Pourquoi l'investisseur préfère-t-il attendre plutôt que s'engager ? On incrimine souvent les textes. On évoque la lourdeur administrative. On parle de centralisation excessive. Mais ces explications restent partielles. Le problème est plus discret. Il tient moins aux règles qu'à la manière dont nous les interprétons. Il tient à ce que les économistes appellent les « conventions ».

L'ÉCONOMIE DES CONVENTIONS : UNE IDÉE SIMPLE

Malgré son nom savant, l'économie des conventions repose sur une intuition très accessible : dans toute organisation, les décisions ne sont pas guidées uniquement par des lois écrites. Elles dépendent aussi d'accords implicites sur ce qui est jugé prioritaire.

Une convention, ce n'est pas un contrat comme on l'entend généralement.

C'est plutôt une réponse partagée à une question essentielle : qu'est-ce qui compte le plus dans cette situation ? La conformité parfaite ? La rapidité d'exécution ? L'impact économique ? La sécurité juridique ? La stabilité institutionnelle ? Tant que les acteurs partagent la même priorité, l'action avance. Lorsqu'ils ne la partagent pas, même sans conflit, tout ralentit. C'est ce phénomène silencieux que l'on observe dans la gestion des collectivités locales.

UN EXEMPLE, OU PLUTÔT UNE SCÈNE
ORDINAIRE... ET RÉVÉLATRICE

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire
Direction Des Equipement Publics de la Wilaya d'Ain Témouchent.
N° D'immatriculation Fiscal (DEP) : 000146019005648

Relance de l'Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales N°05/ DEP/AT/2026

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya d'Ain Témouchent sise à Hal Zitouna, relance un avis d'appel d'offre national Ouvert avec exigence de capacités minimales après infructuosité, relatif à :
La Réalisation D'un Collège Type 6/300R à Ouled Boudjemaa - Wilaya D'Ain Témouchent.

LOT N° 02:

Bloc 05 Logements De Fonction soit (02F3+02F4+01F5)

I- Conditions minimales d'éligibilité : Peuvent soumissionner au présent Avis d'Appel d'Offres que les entreprises ou groupement d'entreprises qui possèdent :

A-Capacités professionnelles: Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, catégorie Trois (03) ou plus activité principale Bâtiment.

B-Capacités techniques :

1. Références professionnelles: Avoir réalisé au moins:

- Un projet de catégorie «B ou plus».

2. Moyens humains: ayant au moins :

- Un (01) architecte ou ingénieur ou master dans le domaine de bâtiment.

- Main d'œuvre : Nombre d'ouvriers ≥ 10.

3. Moyens matériels: ayant au moins: (01) Camion avec une charge utile de 10 tonnes et plus.

C-Capacités financières:

- Ayant une moyenne du chiffre d'affaire réalisé pendant les trois (03) dernières années: ≥ 50.000.000,00 DA.

Les Moyens financiers justifiés par les bilans des 03 dernières années (2022-2023- 2024) et C20.

✓ SI l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement

✓ Si le montant de la lettre de soumission non rempli partiellement ou en totalité en lettre et en chiffre l'offre sera rejetée.

Les soumissions doivent être déposées au secrétariat de la direction des équipements publics d'AIN TEMOUCHENT et présentées sous trois (03) enveloppes distinctes : 1ère Dossier de candidature, 2ème Offre technique et 3ème Offre financière, chacune dans une enveloppe fermée, les trois enveloppes doivent être mises sous un même pli anonyme ne portant que la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Relance de l'Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales
N°05/ DEP/AT/2026
La Réalisation D'un Collège Type 6/300R à Ouled Boudjemaa - Wilaya D'Ain Témouchent
(Lot Concerné)

Les offres doivent parvenir à la DEP Ain Témouchent, le 15^{ème} jour à compter de la 1ère date de parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP à 12H00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au le jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer les cahiers des charges, auprès de la DEP sise à Hal Zeitoun, Ain Témouchent. TEL : 043 77 91 44.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de cent cinq (105) jours à compter de la date de la première parution du présent avis.

L'ouverture des plis, s'effectuera au siège de la direction des équipements publics d'Ain Témouchent; au jour même de la date de dépôt des offre à 14H00. Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires désirant participer à la séance d'ouverture des plis.

ANEP N° 2631003398 Le Quotidien d'Oran 26/02/2026

Dans une commune, un projet de réhabilitation d'un marché est prêt. Les commerçants attendent. Les financements sont inscrits. L'ingénieur communal veut démarrer avant la hausse des prix des matériaux. Le président de l'APC pense à l'emploi et à la pression sociale. Le service financier exige une revalidation complète après un ajustement budgétaire. Le contrôleur financier examine minutieusement la conformité réglementaire. Chacun agit légitimement. Chacun défend une valeur importante. Pourtant, le chantier est suspendu !!!

Le blocage ne vient ni d'une mauvaise volonté ni d'un vide juridique. Il naît du fait que les priorités ne sont pas hiérarchisées de manière explicite. L'efficacité se heurte à la prudence. L'initiative rencontre la sécurité.

Sans accord clair sur ce qui prime en cas de tension, la décision devient risquée. Et dans le doute, on préfère attendre.

UNE CULTURE ADMINISTRATIVE FONDÉE SUR LA PROTECTION

Il faut le reconnaître : l'administration algérienne s'est construite autour d'un impératif majeur : protéger l'État, préserver l'unité nationale, éviter les dérives. Cette culture de prudence a joué un rôle stabilisateur incontestable. Toutefois, toute culture produit des effets secondaires. Dans un contexte où les territoires doivent attirer l'investissement, créer de l'emploi et répondre rapidement aux besoins sociaux, la prudence systématique peut se transformer en inertie. Aussi, Un dossier imparfait est suspendu, une initiative atypique est renvoyée pour examen ou une interprétation ambiguë est différée.

Peu à peu, l'acteur local apprend que l'inaction est moins risquée que l'audace.

LE CONTRÔLE : PROTECTION OU INCERTITUDE ?

Le contrôle exercé par le wali est une composante essentielle de l'architecture institutionnelle. Il garantit la légalité et l'équilibre national. La question n'est donc pas de le remettre en cause, mais de clarifier son cadre.

Lorsque les critères d'évaluation sont stables, publics et prévisibles, le contrôle sécurise. L' élu anticipe. Il ajuste son projet en amont. La relation devient constructive. En revanche, lorsque les priorités restent implicites ou évoluent sans référence explicite, l'incertitude s'installe. Le contrôle est alors perçu non comme un filet de sécurité, mais comme une variable imprévisible. La différence est décisive.

AUTONOMIE LOCALE : RESPONSABILITÉ ASSUMÉE

On évoque régulièrement la nécessité d'élargir l'autonomie financière des collectivités. Mais l'autonomie ne peut être purement formelle. Disposer de ressources propres implique d'assumer des arbitrages. Faut-il investir dans une zone d'activité ou dans des équipements sociaux ? Faut-il privilégier l'entretien ou l'expansion ? Là encore, tout dépend de la convention dominante : privilégie-t-on la sécurité budgétaire maximale ou l'impact économique local ? Sans clarification des priorités, l'autonomie risque de demeurer un principe sans effet réel.

AUTRE TERRAIN RÉVÉLATEUR : LES RECRUTEMENTS PUBLICS

Les concours de la fonction publique illustrent parfaitement cette logique. Les textes encadrent les procédures. Les critères sont définis. Pourtant, au moment de la sélection finale, un jury ne procède pas à une simple addition de notes. Sauf le concours sur épreuves où son champ de manœuvre est limité, il cherche une adéquation au service. Il évalue la cohérence du parcours, la capacité d'intégration, la stabilité probable du candidat.

Cette part d'appréciation ne traduit pas un dysfonctionnement. Elle révèle qu'aucune règle n'est auto-suffisante. Toute décision suppose une interprétation guidée par des priorités implicites. L'enjeu n'est donc pas de supprimer la marge d'appréciation. Il est de l'inscrire dans un cadre explicite, cohérent et transparent. Ce qui manque : un accord clair sur ce qui prime

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL NE SERA PAS RELANCÉ PAR LA SEULE MULTIPLICATION DES TEXTES.

Il suppose un choix collectif clair en arbitrant entre les préférences des uns et celles des autres : En cas de tension, que privilégie-t-on ? La sécurité maximale ou la rapidité maîtrisée ? L'uniformité stricte ou l'adaptation territoriale ? La conformité formelle ou l'impact mesurable ? Ces arbitrages existent déjà dans les faits. Mais tant qu'ils demeurent implicites, ils produisent hésitation et lenteur. Les rendre explicites, c'est réduire l'incertitude. C'est redonner de la lisibilité à l'action publique.

Conclusion : clarifier pour agir

Le développement local ne dépend pas uniquement des budgets, des lois ou des mécanismes de contrôle. Il dépend d'abord de la manière dont les acteurs locaux s'accordent sur leurs priorités. Dans chaque commune, dans chaque wilaya, des arbitrages sont faits quotidiennement : entre prudence et initiative, entre conformité formelle et impact économique, entre sécurité immédiate et projection stratégique. Ces choix sont inévitables. Ce qui fait défaut, ce n'est pas leur existence, mais leur explicitation.

Les collectivités locales disposent déjà d'espaces d'action significatifs. Mais ces marges ne produisent pleinement leurs effets que lorsqu'elles s'accompagnent d'une vision claire et partagée. L'autonomie n'est pas seulement une revendication institutionnelle ; elle est d'abord une capacité à définir collectivement ce qui compte le plus pour le territoire.

Autrement dit, le véritable levier du développement local réside dans la qualité de la coordination interne : entre élus, cadres administratifs, services techniques et acteurs économiques. Lorsque les priorités sont claires, l'action gagne en cohérence. Lorsque les critères sont assumés, la décision devient plus rapide et plus lisible.

Le défi n'est donc pas uniquement structurel. Il est organisationnel et culturel. Il consiste à passer d'une logique d'ajustements prudents à une logique d'orientation assumée. Le développement local commence là : dans la capacité des collectivités à se mettre d'accord sur ce qui compte vraiment et à agir en conséquence.

*ex chef de division de wilaya (DRAL/MG) et ex inspecteur en chef de la fonction publique

Publicité

APARTEMENTS

■ A louer un F2, au centre-ville, tout près écoles, marchés, arrêts de bus, Tram et mosquée. Prix intéressant. Tél : 0697.31.40.10 (appelez à partir de 11h du matin)

VILLAS

■ Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç, S/sol - Rdc + 1^{er}, au C/V de TERGA, à 45 min d'Oran et 5 min des plages. Prix 1,3MD nég - Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsApp : 0033.62.08.46.445)

LOCAUX

■ A louer dépôt 160 m², haut 4m50, la Lofa - A louer dépôt 110 m², Bahi Amar Es-Senia + A louer F4, 160 m², meublé, 5^e étage, avec ascenseur, frange maritime + A.V F4 100 m², 5^e 2F + 2 box ; promoteur Hassen, Akid + A.V F4, 140 m², 3^e avec ascenseur + 2 box, Maraval + A.V villa R+2, 270 m² 14m F, la Lofa - Tél : 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29. Pas de courtier

DIVERS

■ Loue licence de taxi, ville d'Oran, à prix négociable- disponible de suite. Téléphone : 0699.66.58.38

PENSÉE

En mémoire de
M. DALI Mohamed
de Mascara

Il est des dates que le temps ne peut effacer. Le 27 février 2013 demeure l'une d'elles. Ce jour-là, notre cher et regretté **M. DALI Mohamed**, originaire de Mascara, fut rappelé à Dieu à l'âge de 75 ans. En cette 13^e commémoration (2026), son épouse Kheira, née Soucia, ainsi que ses enfants et petits-enfants, demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui et de prier Dieu Le Très Miséricordieux afin qu'il lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. Avec amour et fidélité,
Ton petit-fils, **Chihabe Eddine**



Pour une généralisation de la convention de la sécurité sociale

Par Bouchikhi Nouredine*

Comme c'est bien mis en évidence dans le préambule de la convention celle-ci a été initialement réservée strictement aux retraités et ce qui devait être alors qu'une période transitoire et un échantillon en attendant que les rouages de la gestion soient bien huilés pour la généraliser après à tous les assurés sociaux perdure malheureusement et reste au stade de vœu pieu plus de 16 ans après sa mise en œuvre ; une période largement suffisante pour permettre de tirer des conclusions et de se remettre en question.

Cette convention à son introduction a été reçue par les professionnels de santé concernés c'est-à-dire les médecins libéraux avec une certaine réticence, beaucoup ont alors refusé de la contracter de crainte de s'embarquer dans des formalités administratives rébarbatives et des complications bureaucratiques, le conseil de l'ordre a d'ailleurs sommé ses adhérents de renoncer à la contraction de ladite convention dans sa mouture présentée pour diverses raisons, entre autres les honoraires jugés en deçà des attentes au vu de l'inflation et le libre choix du médecin puisque le malade selon les termes de la convention devait choisir un médecin traitant pour son suivi. Par la suite des mécanismes incitatifs ont été introduits ce qui a eu pour effet de valoriser le montant défini unilatéralement par les caisses de sécurité sociale.

Avec le temps beaucoup de choses ont changé ; l'enchérissement de la vie et la pléthore de professionnels a poussé les médecins surtout les nouveaux installés à solliciter cette convention qui à son déploiement n'intéressait quasi exclusivement que les médecins généralistes et petit à petit ce sont aussi les spécialistes qui ont commencé à y voir un intérêt.

La réalité démographique s'imposait pour dicter sa logique ; la pyramide d'âge longtemps inversée avec à sa base une large population d'enfants et jeunes avait amorcé la reprise de sa forme réelle avec une plus grande représentativité du 3^{ème} âge ce qui en fait une catégorie de malades de plus en plus nombreuse, le fait que la convention concerne les seuls retraités a inclut de facto aussi une autre frange représentée par des patients moins âgés admis à la retraite par anticipation ; cette nouvelle donne a eu pour conséquences une meilleure prise en charge des personnes âgées, une simplification des procédures de remboursement et surtout une incitation indirecte à recourir aux soins dans le secteur libéral et ce n'est que bénéfice pour tout le monde ; les caisses de sécurité se déchargent de tracasseries administratives gourmandes en ressources humaines, matérielles et chronophages, le malade ne se trouve plus freiné à l'idée de devoir avancer des honoraires pour consulter à temps et enfin le médecin pourrait bénéficier d'un revenu stable dans le respect des clauses édictées par les caisses autrement dit prodiguer les meilleurs soins en veillant à l'utilisation des fonds publics avec rigueur et responsabilité ; le médecin aura aussi contribué à désengorger efficacement le secteur public tout en assurant un suivi et une prise en charge optimale. C'est ce qui alors constituait l'esprit de cette convention hors que le cours des choses a révélé des dysfonctions qui ont conduit à ce que certains ont tiré le maximum d'avantages tandis que d'autres ont été lésés ; les retombées de cette convention auraient profité plus aux retraités qui dans la majorité des cas ont dépassé la soixantaine et c'est chose louable en même temps qu'aux professionnels dont le 3^{ème} âge représente une marge de plus en plus importante de leur patientèle ; parmi les professionnels ce sont les médecins généralistes et presque tous les spécialistes qu'ils soient internistes, cardiologues, psychiatres et tous ceux qui pouvaient appliquer le régime du tiers payant ; souvent il s'agit de malades présentant des pathologies chroniques nécessitant un suivi au long cours et

La convention médecin-caisse de sécurité sociale a été introduite en Algérie par décret exécutif N :09-116 du 07-04-2009 définissant les relations entre les organismes de sécurité sociale CNAS pour les salariés et CASNOS pour les activités libérales ; elle a pour objectif de prendre en charge certains assurés sociaux ainsi que leurs ayants droit selon le régime dit du tiers payant ; le patient n'aura pas à avancer directement les honoraires au médecin traitant conventionné mais c'est à l'organisme de la sécurité sociale de le faire.



donc grands consommateurs de soins de santé malades assidus ; mais là où l'incohérence est visible c'est que toute une autre catégorie de la société et pas des moindres a été laissée pour compte alors qu'elle devait être une priorité ; c'est celle des enfants non pas pour prétendre qu'ils ne pouvaient bénéficier de soins mais le fait qu'ils se trouvent de facto exclus rend cette convention quasi caduque car elle ne permet pas un accès facile et simple aux médecins libéraux. En théorie la grande majorité des retraités peuvent faire profiter leur progéniture du régime du tiers payant mais en réalité ils sont en fait à un âge d'avoir plutôt des petits enfants que des enfants en âge de consulter un pédiatre ! ce qui vide complètement cette convention de son sens quand il s'agit d'enfants ! Car ce sont plutôt les jeunes couples assurés en âge de procréer qui devaient aussi en tirer profit ; Et comme conséquence directe ou plutôt comme dégâts collatéraux c'est les pédiatres qui se sont trouvés exclus de façon injuste et même dramatique pour leur avenir professionnel et l'avenir de la spécialité contrairement au reste de toutes les autres spécialités ! bien que leur rôle soit déterminant dans le futur de la santé de la société composée majoritairement d'enfants, de jeunes et moins jeunes, la pédiatrie englobe les pathologies touchant l'enfant de sa naissance à la fin de la croissance ; c'est à dire vers 18 ans ce qui peut paraître surprenant pour certains qui connaissent encore mal la spécialité.

Les différents systèmes de santé de par le monde au fait de l'extrême importance de cette réalité consacrent à cette période d'âge une attention particulière car c'est à cet âge-là que la prévention et le dépistage des maladies graves et souvent coûteuses est déterminant au point que dans de nombreux pays ce sont les caisses qui obligent les parents à faire consulter leurs enfants régulièrement tout en prenant à leur charge les honoraires puisque cela éviterait beaucoup de complications et handicaps lourds à prendre en charge ultérieurement.

En France par exemple le système est instauré depuis plus de cinquante ans ; les consultations pédiatriques sont obligatoires par décret du 02-03-1973 Le même décret somme les parents récalcitrants de les bannir du droit aux allocations familiales s'ils ne se présentent pas à ces examens programmés

qui sont au nombre de vingt de la naissance jusqu'à 6 ans, elles sont gratuites et remboursées que ce soit en structures de PMI (prévention maternelle et infantile) relevant du secteur public ou bien en secteur privé, les examens sont répartis durant toute la première enfance jusqu'à la scolarité où le relais est pris par la médecine scolaire instaurée en Algérie pour justement faire du dépistage un outil à la préservation de la santé des élèves alors que beaucoup de problèmes peuvent passer inaperçus avant cet âge sans être décelés malheureusement ; la rythmicité de ces examens est déterminée selon la prévalence des maladies à cette tranche d'âge de façon à intervenir efficacement à temps pour pouvoir influencer sur l'évolution d'une maladie qui risque de s'aggraver et de constituer une cause d'handicap physique, sensoriel ou mental ; il s'agit de dépister la moindre anomalie qu'elle soit génétique, malformative congénitale ou acquise afin d'éviter des conséquences graves pour l'enfant et sa famille ainsi que pour la société qui devrait alors consacrer des ressources énormes à la prise en charge au lieu de les affecter à d'autres priorités ; les consultations sont obligatoires chaque mois les six premiers mois de la vie, elles ont pour objectif de dépister les pathologies obstétricales, infectieuses, malformatives et neurosensorielles ainsi que certains déficits enzymatiques ou hormonaux dont la prise en charge précoce changera au mieux le cours de la vie de l'enfant et de sa famille ; et au contraire le fait de rater cette opportunité aura des répercussions dramatiques ; nous citerons comme exemple de pathologies potentiellement graves ; l'ictère nucléaire, l'hypothyroïdie congénitale ou le syndrome de perte de sel ; par la suite les consultations seront trimestrielles elles ont pour but essentiellement d'évaluer la croissance staturo-pondérale et le développement psychomoteur ; enfin entre 2 et 5 ans l'examen insiste sur les déficits visuels, auditifs, la mise à jour du calendrier vaccinal et l'alimentation avant de laisser la main à la médecine scolaire qui collabore étroitement avec la pédiatrie. Toutes les études faites concluent à un coût bénéfice et retour sur investissement en faveur nettement de cette stratégie du dépistage.

Dans la pratique quotidienne dans notre environnement les pédiatres diagnostiquent

souvent tardivement beaucoup de catastrophes du fait que les parents ne se présentent pour la majorité d'entre eux que lorsque les complications sont installées car ils ne ressentent pas le besoin et ne comprennent pas l'intérêt de faire des consultations systématiques ou le font pour certains auprès de professionnels non formés pour les soins de la petite enfance ; ils ne sont pas incités ou obligés à le faire par des mécanismes réglementaires qui relèvent de la seule compétence de l'état à travers ses institutions dédiées notamment les caisses de sécurité sociales et à un moindre degré le ministère de la santé et de la population ; toutefois reste le facteur déterminant que sont les honoraires non pris en charge par ou bien faiblement remboursés qui constituent l'entrave principale au développement de cette politique ; ceci d'une part.

D'autre part et indirectement le rôle du pédiatre se trouve dévalorisé et suscite de plus en plus peu d'intérêt pour les futurs médecins candidats à la post graduation dans le choix de la spécialité puisqu'il s'agit ni plus ni moins que d'une injustice qui touche l'enfant et le médecin qui se voient exclus d'un mécanisme efficace de prise en charge de la santé des enfants et une entrave à l'intérêt que peut susciter des vocations pour la pédiatrie.

Il faudrait donc plaider pour que la pédiatrie et le pédiatre puissent recouvrer la place qui leur revient de droit d'autant plus qu'il s'agit d'une spécialité difficile et longue qui risque d'être boudée faute de reconnaissance ; le rôle des sociétés savantes, des syndicats de professionnels, des associations de la petite enfance est primordial pour faire passer le message ; les pédiatres aussi doivent être conscients de l'enjeu en faveur de l'amélioration de la santé de l'enfant et de leur statut en faisant de cela une revendication légitime auprès des pouvoirs publics. Et à moins de généraliser la convention à tous les assurés sociaux sans distinction intégrer prioritairement les pédiatres à la convention avec les caisses de sécurité sur la base de ces données ne pourrait avoir que des conséquences positives sur la santé de l'enfant et le budget des caisses de sécurité sociale. C'est aussi le seul moyen efficace et sûr pour réduire la mortalité et la morbidité infantiles.

*Dr (pédiatre)

Quand le silence devient doctrine

L'Occident face à ses propres contradictions

Par Laala Bechetoula

En février 2026, un ambassadeur américain en poste en Israël a déclaré lors d'une interview qu'il serait « acceptable » qu'Israël prenne « tout » l'espace évoqué dans la promesse biblique faite à Abraham. L'expression, reprise par plusieurs médias occidentaux, a suscité des protestations immédiates dans les capitales arabes. L'Associated Press a relevé que ces propos avaient « provoqué l'indignation de plusieurs gouvernements arabes ». Le Financial Times a parlé d'une « déviation inhabituelle par rapport au langage diplomatique américain traditionnel ». The Guardian a cité des diplomates européens jugeant ces déclarations « juridiquement indéfendables ».

Ces réactions ont existé. Mais elles sont restées brèves. Elles n'ont pas structuré le débat stratégique occidental. Elles n'ont pas déclenché de réflexion profonde sur ce que signifie, pour la crédibilité du droit international, qu'un représentant officiel évoque publiquement une expansion territoriale fondée sur une référence religieuse.

Cette asymétrie frappe d'autant plus que, dans le même temps, la question iranienne occupe une place centrale dans les discours politiques et médiatiques occidentaux. Depuis des années, les analyses sécuritaires décrivent l'Iran comme une menace structurelle pour Israël et pour l'ordre régional. Les programmes balistiques, les alliances régionales et la question nucléaire sont présentés comme des dangers majeurs - parfois existentiels. La France, les États-Unis et plusieurs partenaires européens ont multiplié les déclarations mettant en garde contre l'influence iranienne au Levant et dans le Golfe.

Cette inquiétude peut être discutée, débattue, nuancée. Mais elle existe et elle est traitée comme telle : de manière constante, insistante, structurée. Elle est intégrée à la narration stratégique

occidentale. Ce qui frappe, en revanche, c'est le contraste avec la retenue observée lorsque des propos évoquant une expansion territoriale fondée sur des références bibliques émergent dans le discours d'un représentant officiel. Dans ce cas, le débat s'apaise rapidement. Les réactions se font prudentes. Le sujet disparaît des unes.

Or, le principe juridique en jeu n'est pas ambigu. L'article 2(4) de la Charte des Nations unies interdit le recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Le Conseil de sécurité a réaffirmé ce principe à plusieurs reprises dans le contexte du Moyen-Orient. La résolution 242 de 1967 évoque « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre ». La résolution 2334 de 2016 souligne que les colonies dans les territoires occupés « n'ont aucune validité juridique ».

Ces textes ne sont pas des déclarations symboliques ; ils constituent l'architecture normative du système international contemporain. Leur légitimité repose sur l'idée qu'ils s'appliquent à tous. Lorsque cette application paraît variable, la crédibilité de l'ensemble du système s'en trouve affectée.

Le problème n'est pas d'exprimer une inquiétude face aux ambitions régionales de l'Iran. Le problème est de constater que certaines déclarations expansionnistes - même formulées sur un mode hypothétique ou religieux - ne suscitent pas la même vigilance. Cette différence de traitement nourrit l'impression d'un ordre juridique modulable, ajusté aux alliances et aux équilibres politiques du moment.

En France, où le discours officiel insiste régulièrement sur la défense du droit international et de la stabilité régionale, cette asymétrie est particulièrement visible. Paris souligne fréquemment les risques liés aux activités iraniennes pour la sécurité d'Israël et pour l'équilibre du Moyen-Orient. Mais la réaction face à des propos évoquant une expansion territoriale biblique a été plus discrète, plus prudente, presque technique.

Pour beaucoup d'observateurs au Moyen-

Parler de droit international n'a de sens que si l'on accepte d'en mesurer la cohérence. Or, depuis plusieurs années, un phénomène s'impose dans le débat stratégique occidental : une indignation méthodique et répétée à propos de certaines menaces régionales - notamment iraniennes - et, en parallèle, une étonnante retenue face à des déclarations publiques qui, ailleurs, auraient déclenché une tempête diplomatique.

Orient, cette prudence n'est pas perçue comme de la diplomatie mesurée. Elle est interprétée comme une incohérence. Elle renforce l'idée que le droit international est invoqué avec vigueur lorsqu'il s'agit de certains acteurs et traité avec précaution lorsqu'il concerne d'autres partenaires stratégiques.

Ce décalage a des effets concrets. Il alimente la méfiance envers les médiations occidentales. Il fragilise la capacité de l'Europe et des États-Unis à se présenter comme des arbitres neutres. Il nourrit, dans de nombreuses sociétés arabes, l'idée que la norme juridique internationale n'est pas un cadre universel mais un instrument variable. L'histoire récente montre pourtant que la crédibilité stratégique dépend de la cohérence. Les États qui défendent des principes juridiques de manière constante renforcent leur influence. Ceux qui paraissent les appliquer de manière sélective voient leur parole contestée. L'Occident a construit une grande partie de son pouvoir d'influence sur la promesse d'un ordre fondé sur des règles. Cette promesse ne repose pas seulement sur la puissance militaire ou économique, mais sur la conviction que les normes s'appliquent de manière relativement uniforme. Lorsque cette uniformité est perçue comme illusoire, l'autorité morale s'érode.

Le débat ne porte donc pas uniquement sur une déclaration isolée. Il concerne la cohérence globale du discours occidental sur le droit international. Peut-on condamner avec force certaines ambitions régionales tout en minimisant des propos évoquant une expansion territoriale ailleurs ? Peut-on invoquer la stabilité régionale tout en tolérant un langage qui, dans d'autres contextes, serait considéré comme déstabilisant ?

Ces questions ne relèvent pas de l'hostilité

idéologique. Elles relèvent de l'analyse stratégique. Elles posent la question de la crédibilité, non de la légitimité d'un État particulier. Elles interrogent la capacité de l'Occident à maintenir un discours juridique cohérent dans un monde de plus en plus multipolaire.

Car le monde observe. Les capitales du Sud global, les puissances émergentes, les sociétés civiles arabes et africaines scrutent la manière dont les normes sont appliquées. Elles comparent les réactions, mesurent les silences, analysent les priorités.

Dans cet environnement, le silence peut devenir une doctrine. Non pas une doctrine officiellement formulée, mais une pratique perceptible : celle qui consiste à réagir fortement à certaines menaces tout en traitant d'autres signaux avec une prudence extrême.

Cette pratique a un coût. Elle fragilise la confiance. Elle nourrit le scepticisme. Elle alimente l'idée que l'ordre international fondé sur des règles n'est plus qu'un langage diplomatique parmi d'autres.

La question n'est pas de savoir si l'Occident doit défendre ses alliés. Toutes les puissances le font. La question est de savoir si la défense des alliances peut s'accompagner d'une cohérence minimale dans l'usage des principes juridiques.

Car, à long terme, la force d'un système international ne repose pas uniquement sur la puissance. Elle repose sur la perception que ses règles s'appliquent de manière prévisible. Lorsque cette perception s'effrite, l'influence se transforme en simple rapport de force.

Et lorsque le rapport de force remplace la règle, ce n'est pas seulement l'ordre international qui change.

C'est la confiance dans la parole de ceux qui prétendent le défendre qui disparaît.

L'Afrique, ou la guerre de l'eau ou la paix par l'eau : le plan visionnaire pour 2063

Par El Habib Ben Amara

Alors que la population africaine va plus que doubler d'ici 2070, passant de 1,5 à 3,2 milliards d'habitants, une question existentielle se pose : l'eau, cette ressource vitale, sera-t-elle le carburant de la renaissance africaine ou le détonateur de conflits incontrôlables ? Face à ce défi, l'Union africaine a dévoilé un plan ambitieux, « l'Africa Water Vision 2063 and Policy ». Loin d'être un simple document technique, c'est un appel aux armes, une feuille de route pour transformer l'eau en moteur de prospérité, d'intégration et de paix sur l'ensemble du continent.

Lors du 39e Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, qui a lancé cette vision, une voix s'est distinguée par sa constance et son poids diplomatique : celle de l'Algérie. Présente au plus haut niveau, elle a non seulement apporté son soutien à cette feuille de route pour la sécurité hydrique, mais elle a également imposé une initiative majeure sur la mémoire et la justice, confirmant son rôle de pilier de la stabilité et de l'unité du continent.

LE CONSTAT ALARMANT : UN RÉTRÉCISSEMENT DE L'HORIZON

L'Afrique est à la croisée des chemins. Ses aspirations à l'industrialisation, à la sécurité alimentaire et à l'intégration régionale, portées par l'Agenda 2063, se heurtent à une réalité hydro-climatique implacable.

Les chiffres sont vertigineux et les tensions, palpables. 90 % des eaux de surface du continent sont transfrontalières, reliant 75 % de la population. Pourtant, moins de 30 % des bassins fluviaux disposent de cadres de coopération efficaces. Le changement clima-

tique agit comme un multiplicateur de risques, avec des sécheresses plus sévères et des inondations plus dévastatrices. « Le coût de l'inaction sera catastrophique », préviennent les auteurs du rapport. Pour nourrir une population en explosion, les prélèvements d'eau pour l'agriculture devront presque tripler d'ici 2070, tandis que ceux pour l'énergie devront être multipliés par cinq.

HUIT VISIONS POUR UN «PRINTEMPS BLEU»

La réponse de l'Union africaine, portée par le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW), est structurée autour de huit énoncés de vision, aussi ambitieux que pragmatiques. Ils définissent l'avenir souhaité : « Une Afrique en sécurité hydrique et résiliente, avec un assainissement sûr pour tous. »

1. L'humain d'abord : Garantir un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.
2. L'eau, moteur économique : Assurer une disponibilité durable de l'eau pour des économies transformées.
3. L'économie bleue : Exploiter durablement le potentiel immense des océans et des fleuves.
4. Gouvernance exemplaire : Mettre en place des systèmes de gouvernance transparents et inclusifs.
5. Bassins de paix : Reconnaître les bassins versants partagés comme des atouts communs pour la paix.
6. Résilience climatique : Protéger les populations et les économies contre les catastrophes liées à l'eau.
7. Innovation et compétences : Développer le capital humain et la maîtrise des technologies numériques.
8. Données et investissements : Créer des systèmes d'information intégrés pour éclairer les décisions.

UN PLAN D'ACTION SUR QUATRE PILIERS : LE TEMPS DE L'ACTION

Pour concrétiser ces visions, le document propose un cadre d'action articulé autour de quatre piliers : Économie et Société, Diplomatie/Paix/Sécurité, Durabilité et Résilience, et enfin Innovation et Information.

LE LEADERSHIP ALGÉRIEN : UNE VOIX SOUVERAINE AU SERVICE DE L'AFRIQUE

C'est dans ce cadre que la délégation algérienne a marqué de son empreinte les travaux du sommet. Représentée par son Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, en tant que représentant du Président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a réaffirmé avec force sa doctrine diplomatique : promouvoir des « solutions africaines aux problèmes africains ».

Une intervention saluée pour sa lucidité face aux « complexités géopolitiques et pressions sécuritaires croissantes » qui menacent le continent.

Mais l'Algérie n'a pas seulement commenté l'ordre du jour ; elle l'a enrichi de manière spectaculaire. Portée par la vision du Président Tebboune, elle a mené une bataille diplomatique de longue haleine qui a abouti à un succès retentissant : l'adoption par l'Union africaine de la « Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux en Afrique ».

Cette déclaration, issue d'une conférence tenue à Alger fin 2025, consacre le 30 novembre comme « Journée africaine du souvenir » en hommage aux martyrs et aux victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid. Plus encore, elle marque la reconnaissance officielle de la colonisation comme « crime contre l'humanité », une avancée qualifiée d'« historique » par le président de la Commission de l'UA.

Un leadership doublé d'une offre concrète. Dans un geste d'une portée juridique et mémorielle inestimable, le Président Tebboune a déclaré que l'Algérie était prête à mettre « l'ensemble des documents, preuves matérielles et témoignages historiques fiables » sur les crimes coloniaux français à la disposition des instances juridiques africaines. Une preuve éclatante de sa constance et de sa volonté de transformer la mémoire en outil de justice pour tout le continent.

UN CHEMIN SEMÉ D'ÉTAPES JUSQU'EN 2063

La mise en œuvre de cette vision colossale est pensée par phases, synchronisées avec les jalons de l'Agenda 2063 :

- 2026-2033 : L'intégration régionale par l'investissement.
- 2033-2043 : La transformation systémique. Généralisation des économies circulaires de l'eau.
- 2043-2063 : La durabilité consolidée. Atteinte de l'accès universel et institutionnalisation d'une gouvernance intergénérationnelle.

L'EAU, TEST DÉCISIF DE LA RENAISSANCE AFRICAINE

L'Africa Water Vision 2063 est plus qu'un document politique. C'est un test décisif pour l'avenir du continent. Et comme l'a démontré le 39e Sommet, l'Algérie est, et restera, un acteur incontournable de cette transformation. En alliant sa vision stratégique sur la sécurité hydrique à sa lutte historique pour la justice mémorielle, elle prouve qu'elle conçoit le développement de manière globale : pas de prospérité durable sans stabilité, et pas de stabilité sans reconnaissance de la vérité et de la dignité de tous les Africains. L'appel est lancé, le plan est sur la table, et l'Algérie figure en première ligne de ceux qui sont prêts à agir.

L'Amérique s'accroche à sa puissance sans accepter le moindre cercueil

Donald Trump n'est pas une rupture dans l'histoire américaine ; il en est l'accélérateur.

Ce que l'on prend pour de l'imprévisibilité personnelle révèle en réalité une contradiction plus profonde : celle d'une superpuissance qui veut continuer d'imposer sa domination sans en assumer le coût humain.

Par Khider Mesloub

Le problème n'est pas Trump. Le problème, c'est l'Empire du « zéro-cercueil ». Un empire qui menace, mobilise, frappe ponctuellement, mais redoute par-dessus tout l'image d'un cercueil drapé de drapeau revenant au pays. Sous la gouvernance trumpienne, chaque crise suit une chorégraphie désormais codifiée : montée spectaculaire de la tension, déclarations martiales, déploiements militaires, démonstration de force médiatisée... puis négociations indirectes, pauses tactiques, ouverture diplomatique. Ce n'est pas de l'indécision, mais une contrainte structurelle : la puissance demeure, la liberté d'en user est conditionnée.

LE « ZÉRO-CERCUEIL » : DOCTRINE IMPLICITE D'UNE AMÉRIQUE À VOLONTÉ CONDITIONNÉE

Depuis le Vietnam, puis l'Irak et l'Afghanistan, une règle non écrite s'est imposée dans la psyché politique américaine : une guerre sans victoire claire, combinée à des pertes visibles, provoque une crise intérieure. La société américaine n'accepte plus l'impôt du sang pour des objectifs stratégiques lointains. L'armée est devenue professionnelle, technologisée, coûteuse, et politiquement vulnérable. Chaque mort devient un événement médiatique, chaque perte un débat national, parfois le déclencheur d'une crise politique, voire d'un mouvement de contestation. La technologie a offert au Pentagone une échappatoire apparente : drones, frappes à distance, missiles guidés, cyberopérations. La promesse implicite est simple : frapper sans être touché. Dominer sans exposer ses troupes. Mais cette mutation produit un paradoxe stratégique : elle détruit sans stabiliser, elle frappe sans conquérir, elle ouvre des séquences conflictuelles que personne ne veut transformer en guerre totale. La puissance reste immense ; la décision devient hésitante.

L'IRAN : LA LIMITE STRATÉGIQUE AMÉRICAINE

Si il fallait un laboratoire pour observer cette doctrine implicite, ce serait l'Iran. Depuis des années, la séquence est presque mécanique : annonces martiales, renforcement naval dans le Golfe, frappes ciblées contre des milices alliées de Téhéran, rhétorique sur les « lignes rouges », puis retour aux négociations indirectes via Oman ou d'autres médiations.

La tension monte. Les marchés s'inquiètent. Les chancelleries spéculent. Puis le tempo ralentit. Trump n'a jamais dissimulé son hostilité envers la République islamique : dénonciation de l'accord nucléaire, rétablissement des sanctions, menaces explicites d'option militaire. Pourtant, l'attaque frontale n'a jamais été déclenchée. Pourquoi ?

Parce que frapper l'Iran ne reviendrait pas



à neutraliser une milice périphérique. Ce serait ouvrir un théâtre régional aux ramifications explosives : ripostes du Hezbollah au Liban, attaques contre les bases américaines en Irak et au Qatar, saturation de missiles et de drones contre des alliés régionaux, perturbation du détroit d'Ormuz, flambée énergétique mondiale. Autrement dit, un conflit sans garantie de victoire rapide, sans contrôle certain de l'escalade, et surtout sans garantie de « zéro-cercueil ».

Mais ces facteurs ne suffisent pas à expliquer l'atmosphère américaine. Une autre hypothèse, plus dérangeante encore, éclaire le recul américain : la peur d'un effondrement révolutionnaire incontrôlable en Iran. Une intervention militaire massive n'aurait pas seulement déclenché des représailles régionales ; elle aurait pu accélérer une dynamique insurrectionnelle interne déjà latente.

Les soulèvements récents ne relevaient plus de querelles électorales entre factions du régime, mais d'une colère sociale enracinée dans la paupérisation, le chômage, la précarité et l'usure d'un ordre théocratique à bout de légitimité. Or une guerre étrangère peut produire deux effets contraires : soit ressoudage provisoirement le pouvoir autour du réflexe national, soit, plus explosif encore, faire sauter les digues et transformer la crise en révolution ouverte.

Washington sait gérer des transitions négociées, des coups d'État stabilisateurs, des alternances encadrées. Il ne sait pas gérer une irruption de masse sans leadership récupérable, sans élite de rechange, sans garantie d'alignement futur. L'expérience de 1979 reste un traumatisme stratégique : le renversement d'un allié docile avait engendré un régime infiniment plus hostile et durablement incontrôlable. Une nouvelle révolution iranienne, même dirigée contre la République islamique, aurait pu produire un pouvoir radicalisé, anti-impérialiste, impossible à intégrer dans l'architecture régionale existante, et potentiellement contagieux en Égypte, en Irak ou dans le Golfe. Entre une théocratie hostile mais prévisible et une révolution sociale imprévisible, le calcul impérial privilégie le danger connu au vertige de l'inconnu. Le « zéro-cercueil » ne protège pas seulement des morts américains ; il protège aussi l'ordre international d'un bouleversement qu'aucune superpuissance ne saurait canaliser.

LA LIMITE INVISIBLE : L'OPINION PUBLIQUE

Aussi, ce n'est pas l'Iran qui freine Washington. C'est l'Amérique elle-même. Une intervention massive impliquerait presque mécaniquement des pertes : frappes balistiques de représailles, attaques de drones sur des positions américaines, soldats tués ou capturés. Or la société américaine est déjà fracturée, polarisée, lassée des « endless wars ». L'Irak a laissé une cicatrice stratégique. L'Afghanistan a ancré la fatigue. Le calcul politique est brutal : quel bénéfice stratégique réel justifierait des morts retransmis en boucle sur les écrans ? Dans l'ère du « zéro-cercueil », la mort n'est plus un coût acceptable de la puissance ; elle devient un facteur de déstabilisation intérieure. La force militaire américaine est intacte. Sa liberté d'emploi est conditionnée. Cette contrainte n'est d'ailleurs pas seulement politique ; elle est aussi militaire. Selon le Washington Post et le Wall Street Journal, le chef d'état-major américain, le général Dan Caine, a averti la Maison Blanche des risques qu'impliqueraient des frappes contre l'Iran. Il aurait mis en garde contre un déficit de munitions et l'insuffisance du soutien allié, susceptibles d'exposer davantage le personnel américain. D'autres responsables du Pentagone auraient évoqué explicitement la possibilité de pertes américaines et alliées. Cela confirme que même l'appareil militaire semble hanté par le coût humain, devenu l'ombre portée de toute décision d'intervention armée.

LA DÉMONSTRATION SANS DÉCISION

Trump se trouve ainsi pris dans une tension contradictoire. D'un côté, les partisans d'une ligne dure : pour que la neutralisation du programme nucléaire iranien est une priorité stratégique. De l'autre, une partie décisive de son électorat, qui l'a soutenu précisément parce qu'il promettait de mettre fin aux guerres interminables. Il doit donc paraître déterminé sans déclencher l'irréversible.

D'où cette diplomatie ambivalente : sanctions renforcées, démonstrations militaires, coordination sécuritaire avec les alliés régionaux mais maintien de canaux indirects. L'ob-

jectif n'est pas la conquête. L'objectif est la dissuasion sans guerre ouverte.

L'administration trumpienne pratique une politique de tension calibrée : rapprocher les porte-avions, médiatiser des scénarios de frappe, laisser filtrer des plans de décapitation, puis rouvrir une fenêtre diplomatique. On s'approche du seuil. On teste la réaction adverse. On recule. Ce n'est ni la paix ni la guerre. C'est une suspension permanente. Une conflictualité entretenue, mais contenue. Une démonstration de force qui ne doit jamais devenir résolution. Le problème est que la dissuasion suppose la crédibilité. Si l'adversaire perçoit que le seuil de tolérance aux pertes est extrêmement bas, la menace perd de sa puissance psychologique. La supériorité militaire absolue coexiste ainsi avec une vulnérabilité politique croissante.

Trump ne mobilise pas pour un conflit mondial. Il gère une puissance en déclin relatif qui veut encore dominer sans accepter le coût humain de cette domination. Ce n'est pas une fuite en avant belliqueuse. C'est une gestion spectaculaire de l'impossibilité stratégique : une gesticulation militaire à grande échelle. Le « zéro-cercueil » est parfois présenté comme une avancée morale : moins de morts américains, moins de guerres terrestres, plus de précision technologique. Mais la réalité est plus brutale : on protège ses propres soldats, tout en externalisant les coûts humains vers les périphéries, via des guerres par procuration, dont l'Ukraine constitue l'illustration la plus sinistre. Les frappes à distance, les sanctions asphyxiantes, les conflits par procuration déplacent la violence sans la supprimer.

LA GUERRE CONTINUE, MAIS À DISTANCE

À force de refuser le risque décisif, l'hégémonie américaine transforme la guerre en tension permanente. La diplomatie devient gestion du suspense ; la force, menace récurrente sans résolution. Les États-Unis s'acharnent à préserver une puissance vacillante sans accepter le moindre cercueil, à poursuivre une guerre sans morts et une domination sans sacrifice. In fine, ils n'obtiennent ni paix durable ni victoire nette, seulement des conflits prolongés, instables et sans issue claire, dont se nourrit le complexe militaro-industriel américain.

médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

LEÇON (S) D'ECO'

La prospective ? Comment transformer l'incertitude en levier stratégique. Non en cherchant à prédire l'avenir mais en s'y préparant avec lucidité et méthode. Car, la prospective n'est ni un art divinatoire, ni un simple exercice intellectuel : « C'est un outil vivant, pour mieux comprendre les tendances, capter les signaux faibles, traduire les jeux d'influence des acteurs, imaginer des futurs possibles et éclairer les décisions d'aujourd'hui ».

Pas facile mais possible ! D'ailleurs, l'auteur ouvre son ouvrage avec l'exemple tout simple de l'activité d'un simple distributeur de produits sanitaires se trouvant au fil du temps confronté aux transformations des appareils économiques, industriels et commerciaux.

Comment y arriver ? Il faut d'abord explorer les racines historiques et philosophiques de la quête de maîtrise de l'incertitude. Pour découvrir que les principes d'anticipation, d'agilité, d'innovation et de résilience sont ancrés dans une longue tradition collective et que le développement humain est le socle de toute démarche prospective.

Ensuite, se plonger concrètement dans les outils et techniques de la prospective : veille stratégique, collecte et analyse d'informations, formulation d'hypothèses, construction de scénarios... Et, surtout ne pas croire que cela ne concerne que les experts. Le large public l'est aussi. Tout en perdant pas de vue que « l'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire » (Gaston Berger).

L'Auteur : Titulaire d'un Dba (Nice Sophia Antipolis) et d'un Mba (Montréal), cadre d'entreprise publique puis fondateur, en 1989, d'une entreprise spécialisée dans la production, la transformation et le transport de l'énergie, traditionnelle et renouvelable. Chercheur en management et prospective stratégique et auteur de deux autres ouvrages.

Table des matières : Préambule/ Première partie : Et si l'incertitude était votre meilleur allié pour

façonner l'avenir ? (5 chapitres)/ Deuxième partie : Anticiper l'incertitude pour construire un futur durable (9 chapitres)/ Conclusion générale/Bibliographie/ Index thématique/ Index alphabétique.

Extraits : « Le cycle de réussite des entreprises en Algérie reste rare, surtout dans les premières années suivant l'indépendance. Cela pose la question des facteurs déterminants du succès ou de l'échec d'une entreprise » (p 33), « La prospective est une démarche stratégique qui permet d'anticiper les changements à venir et d'orienter les décisions à long terme. Elle ne cherche pas à prédire un avenir unique, mais à explorer des futurs possibles pour éclairer les choix présents » (pp 68-69), « La prospective explore les incertitudes, tandis que la planification vise à structurer des actions pour atteindre des objectifs précis » (p 71), « Dans un monde où l'incertitude est omniprésente et les mutations incessantes, la capacité à anticiper, à s'adapter et à innover devient la pierre angulaire de toute réussite entrepreneuriale » (p 77), « En combinant méthode et créativité, rigueur et flexibilité, intelligence collective et innovation, la prospective offre aux décideurs une boussole pour naviguer dans la complexité » (p 115).

Avis : Voilà un ouvrage documentaire et scientifique qui devrait devenir le livre de chevet de tout chef d'entreprise... débutant ou encore hésitant. Un livre qui est une sorte d'invitation à repenser son rapport à l'avenir et à combattre l'incertitude.

Citations : « Le développement humain est le socle de toute démarche prospective. Car sans l'humain - ses compétences, ses intuitions, sa capacité à coopérer et à apprendre - aucune prospective n'a de sens » (p 20), « L'incertitude ne doit pas être redoutée, mais comprise » (p35), « L'intelligence collective ne doit pas être confondue avec la recherche du consensus à tout prix. Un consensus excessif peut étouffer l'innovation et affaiblir la prise de décision » (p 42).

Table des matières : Prologue/ Première partie : Hic Rhodus Hic salta (11 chapitres)/ Deuxième partie : Fallait-il lui dire bonsoir ? (11 chapitres)/ Epilogue

Extraits : « Dans la division du travail, il y a ceux qui sont censés réfléchir, planifier et organiser. Il y a ceux qui sont censés exécuter. Il y a cet entre-deux, une catégorie à laquelle j'appartiens désormais. C'est celle de ceux qui trinquent pour tout le monde » (p 19)(...), « C'est devenu à la mode. L'efficacité des gouvernants se mesure au nombre de limogeages médiatisés » (p125), (...).

Avis : Les hauts et les bas, les ambitions et les désillusions dans la carrière d'un cadre technique (supérieur moyen)... des années 80. (...)

Citations : « La responsabilité n'est pas un privilège, c'est un enfer (...) Nous devons répondre de nos actes devant qui de droit. Et qui de droit est d'abord et en premier lieu sa propre conscience » (p19), « Les financiers ont une solidarité de secte maçonnique » (p29), « Connaître l'histoire, c'est comme connaître une langue étrangère. Cela peut éviter bien des déboires » (p31), « (Appelé au Service national) Un vicieux médecin russe avec un double décimètre soulevait nos engins et vérifiait nos bourses. Il les comptait : une, deux. Il paraît que les deux sont indispensables pour faire un bon soldat » (p 73), (...)

L'Auteur : Né à Alger en 1957. Diplômé de l'Inforba à 22 ans (1^{ère} promotion). Responsable à 24 ans (1980) au sein d'une grande entreprise relevant du secteur de l'Habitat et de la Construction. Dans le secteur public jusqu'en 2002. Retraite en 2018.

Les cliniques juridiques: un soutien stratégique de l'entrepreneuriat



Par Kamel
Rahmaoui*

LE DROIT ET
L'ENTREPRENEURIAT ONT UN
PARADOXE EN COMMUN :

Celui d'être partout, sans qu'on sache finalement où ils sont vraiment ; Philip Part P. Professeur, université de Lille, France.

Les cliniques juridiques (ou cliniques de droit) illustrent l'ouverture de l'université vers la société civile et peuvent constituer le premier point d'entrée des jeunes créateurs d'entreprise dans un monde complexe, caractérisé par des obstacles majeurs en matière de procédures administratives et juridiques. S'il est vrai que les startups (Jeunes pousses), entreprises innovantes, en particulier dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication, font l'objet d'une attention particulière des gouvernements, considérés comme un moteur de croissance économique, créatrices d'emplois et en mesure de favoriser l'innovation, elles demeurent cependant une aventure à risque, si elles ne sont pas sécurisées sur le plan juridique.

COMMENT DONC
FONCTIONNEMENT
LES CLINQUES JURIDIQUES
ET DANS QUELLE MESURE
PEUVENT-ELLES SÉCURISER
L'ENTREPRENEURIAT ?

● Les cliniques juridiques :
un dispositif pédagogique
universitaire :

Nées au début du XX^e siècle aux USA, les cliniques juridiques fleurissent de nos jours partout dans le monde et demeurent intimement liées aux critiques acerbes dirigées à l'encontre des méthodes traditionnelles de l'enseignement du droit, jugées trop dogmatiques et dépourvues de tout lien avec les réalités pratiques du terrain : celles vécues au quotidien par les professionnels du droit.

En effet, nombreuses sont les institutions administratives, établissements publics et entreprises qui se plaignent de l'incompétence des juristes formés par les facultés de droit alors que l'Etat dépense des milliards dans ce domaine. Intégrées dans un cursus universitaire, les cliniques juridiques permettent aux étudiants de travailler sur des projets et situations réelles grâce à des cours axés sur les explications par la pratique, prenant en considération les objectifs légaux de la faculté.

COMMENT FONCTIONNENT
CES CLINQUES JURIDIQUES ?

Les cliniques juridiques sont donc, des dispositifs pédagogiques universitaires, fonctionnant sur le modèle de la formation hospitalière à partir d'une thématique choisie au préalable, en lien avec le monde de l'entrepreneuriat par exemple, tel le droit des affaires. Le choix du domaine d'intervention de la clinique juridique est d'une importance capitale, car il permet d'identifier les enseignants compétents et signer les conventions avec les professionnels du droit (Avocats, notaires, huissiers) qui auront pour mission de superviser sur le plan pratique les affaires qui seront confiées à la clinique par les startups ou tout entrepreneur à la recherche d'informations juridiques.

Les étudiants auront entre leurs mains des cas réels qui seront accompagnés de conseils pratiques, ce qui leur permet d'apprendre les techniques de collaboration de persuasion de plaider tant à l'oral qu'à l'écrit et surtout l'éthique ainsi que la responsabilité professionnelle.

Les cliniques juridiques doivent aussi se faire connaître, si elles veulent réussir dans leur mission; le processus de publicité de leur présence est donc indispensable afin d'assurer leur survie, d'où le choix stratégique de leur implantation au sein des facultés de droit, même si certaines expériences ont démontré que leur installation dans les locaux des médiateurs de la république, des mairies ou même au niveau des tribunaux a permis de participer à la résolution de nombreux conflits et par conséquent à la démocratisation du droit.

Les étudiants seront donc sensibilisés à

l'esprit d'entreprise et pourront de ce fait acquérir une culture de startups.

● Les cliniques juridiques :
Un soutien opérationnel pour
les start-ups et les entrepreneurs.

L'entreprise constitue une entité juridique par excellence, bien qu'elle appartienne au monde de l'économie et du commerce, sa naissance, son fonctionnement et même sa disparition obéissent à des normes juridiques préalablement définies par le droit; c'est dans ce contexte qu'interviennent utilement les cliniques juridiques en identifiant les besoins et les préoccupations des jeunes entrepreneurs, leur garantissant un accès gratuit aux orientations juridiques, ce qui facilitera le choix de la structure juridique de leur entreprise, structure indispensable à sa pérennité; les startups pourront aussi mesurer leurs obligations sociales, connaître leur régime fiscal et bénéficier d'un accompagnement, dans un domaine très délicat, celui de la propriété intellectuelle; les actes complexes à l'instar de la rédaction des statuts seront examinés par les professionnels du droit avec lesquels les cliniques juridiques ont signé au préalable des conventions.

Signalons que les entreprises innovantes ont un grand besoin d'investissement durant leur phase de naissance, raison pour laquelle elles sont obligées de développer une infrastructure juridique solide, capable de prévenir les éventuels différends avec les employés, les fournisseurs et les partenaires; Seules les cliniques juridiques sont en mesure d'assurer la sécurité juridique des jeunes pousses.

Ce soutien stratégique dès la phase de démarrage, permettra sans nul doute, de limiter les risques juridiques en mesure d'être à l'origine de pertes financières considérables, et atténuer les tracasseries bureaucratiques insurmontables à même de décourager les jeunes entrepreneurs.

Il ne faut pas perdre de vue que 90% des startups échouent dès la première année de leur démarrage, les erreurs juridiques initiales constituant les causes principales de cet échec.

Les cliniques juridiques facilitent donc aux entreprises innovantes l'obtention d'un diagnostic juridique fiable au moindre coût; Elles ne constituent pas seulement une structure d'orientation, mais aussi un accompagnement sur mesure, ce qui permet aux jeunes pousses de se concentrer sur le cœur du projet.

POUR CONCLURE:

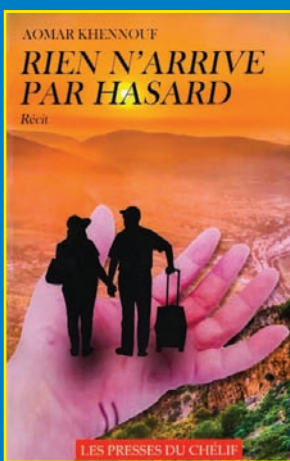
Le droit, un savoir technique;
Au-delà de la sécurisation juridique que les cliniques juridiques sont en mesure d'assurer aux startups, elles illustrent indéniablement l'ouverture de l'université vers la société civile grâce à la démocratisation du droit. En rompant habilement avec les méthodes classiques de l'enseignement du droit elles sont en mesure de former une nouvelle génération de juristes pragmatiques et favoriser ainsi l'employabilité des étudiants.

En effet les facultés enseignent un droit différent de celui qui est exercé par les professionnels ignorant complètement la réalité du terrain. Cet enseignement traditionnel se base essentiellement sur des cours magistraux qui se transforment parfois en de lassantes dictées, suivis par des travaux dirigés, lesquels se limitent à retransmettre les cours magistraux sous forme d'exposés abrutissants; Rares sont les travaux dirigés ayant pour objet des commentaires d'arrêts; c'est cette situation alarmante qui explique le taux d'échec inquiétant des étudiants dans les concours d'importance nationale.

La formation des juristes d'affaires est différente de ceux destinés à la recherche, raison pour laquelle d'ailleurs les cliniques juridiques développent non seulement le savoir mais aussi les compétences et constituent par conséquent un véritable laboratoire d'apprentissage pour les juristes professionnels. Aujourd'hui les cliniques juridiques spécialisées se propagent à travers le monde, ayant prouvé leur capacité à former les juristes de demain, notamment dans le domaine de la gouvernance des entreprises, la proximité permanente avec le droit ne pouvant être obtenue qu'avec des cliniques juridiques spécialisées.

*Docteur en sciences juridiques
Maître de conférences

Rien n'arrive par hasard.



Récit de Aomar Khennouf.
Les Presses du Chélif 2024,
221 pages, 1 000 dinars
(Fiche de lecture déjà
publiée en septembre 2024.
Extraits pour rappel. Fiche
complète
in [www.almanach-dz.com/
economie/
bibliotheque d'almanach](http://www.almanach-dz.com/economie/bibliotheque_d'almanach))

A travers ce récit romancé (quelque peu, afin de faciliter la lecture) et parsemé d'observations politiques et sociales souvent assez critiques,

Mers El Hadjadj Des kiosques et des structures illicites démantelés

En application des dernières directives du wali d'Oran visant l'éradication des constructions illicites et des marchés informels, les services de la commune de Mers El Hadjadj dans la daïra de Bethioua ont procédé en début de semaine au démantèlement de kiosques et autres structures illicites au niveau de la grande plage, indiquent les services de la wilaya.

D. B.

Ces structures temporaires et parasols étaient exploités sans autorisation et gênaient considérablement la circulation piétonne. Selon les mêmes sources, tous les moyens matériels ont été mobilisés par les responsables de la commune pour libérer ces espaces squattés illicitement. L'opération qui s'est déroulée sans incidents a permis aux services concernés de saisir les équipements utilisés par les marchands informels.

Depuis le début de l'année en cours de nombreuses opérations ciblant les constructions illicites, les extensions et les marchés informels ont été menées dans plusieurs communes, permettant la libération des espaces squattés et la récupération des terrains appartenant au domaine public. Il y a quelques jours, des piliers et des fondations érigés illicitement sur des terrains agricoles ont été démantelés par les services de l'APC de Aïn El Bia relevant de la daïra de Bethioua. Cette opération pilotée par la commune s'est déroulée en présence des éléments de la brigade de la gendarmerie et a visé des constructions en cours de réalisation sur un terrain agricole sis dans le village de Ayayda.

En effet, toutes les dispositions ont été prises pour mener à terme cette campagne qui vise à pré-

server le domaine public et à lutter efficacement contre les habitations illicites.

Sur ce, on saura que l'APC de Aïn El Bia a mobilisé des moyens matériels pour démolir ces fondations et démanteler ces piliers et ce en application des dispositions de la loi n°97-29 qui porte sur l'interdiction de tous les travaux illégaux sur des terrains agricoles et non dédiés à la construction. Par ailleurs, dernièrement 122 nouvelles habitations érigées sans autorisation sur des terres agricoles avaient été démolies dans la commune de Aïn El Bia lors d'une vaste opération pilotée par le chef de daïra de Bethioua et regroupant le maire de Aïn El Bia, les services de la gendarmerie et aussi les éléments de la protection civile. Il s'agit de constructions récentes érigées illicitement sur des terrains agricoles dans le village de Ayayda. Il s'agit d'une atteinte au domaine agricole de sorte que les autorités locales ont pris toutes les mesures nécessaires pour stopper ce phénomène qui entrave le développement de projets de développement. Cette opération a été précédée d'un contrôle effectué en amont ce qui a permis aux élus locaux de recenser le nombre de ces habitations et de stopper cette extension qui allait prendre de l'ampleur.

A vrai dire, des directives ont été données par le wali d'Oran aux

maires et aux chefs de daïra de s'attaquer au problème en procédant dans un premier temps au recensement de toutes les habitations illicites et à lutter contre ces transgressions sur le domaine public. Pour stopper un tel phénomène, les citoyens sont appelés à dénoncer de tels transgressions ou dépassements qui portent atteinte à l'urbanisme. Les responsables locaux ont pour leur part renforcé le dispositif de contrôle et de vigilance et toutes les mesures seront prises à l'encontre des spéculateurs. La nouvelle vision des autorités locales à en finir avec le problème de l'habitat précaire s'est traduite sur le terrain par de grandes opérations de relogement et surtout par l'éradication de nombreux bidonvilles notamment dans la commune d'Oran.

Signalons qu'une dizaine d'habitations en parpaings érigées illicitement avaient été démolies, il y a plusieurs mois, dans la commune de Mers El Hadjadj relevant de la daïra de Bethioua. Celles-ci ont été construites illégalement à Hai Mohamed Khemisti sur un terrain qui longe la zone industrielle ce qui souligne l'urgence de cette opération pilotée par le chef de daïra de Bethioua, le maire de Mers El Hadjadj, les élus et les membres de la commission chargée du recensement général de la direction des services agricoles.

Sonelgaz Es-Sénia Renforcement de la digitalisation et optimisation de la gestion de la relation client

Dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité du service public et du rapprochement de l'administration du citoyen, Sonelgaz, à travers sa direction de distribution Es-Sénia, a lancé une vaste opération de mise à jour et d'enrichissement des données clients. Cette initiative vise à mettre en place une base d'informations fiable, précise et intégrée, permettant une identification rigoureuse des abonnés ainsi qu'une localisation géographique plus fine des points de consommation. La direction de distribution Es-Sénia invite ainsi ses clients à se rapprocher de ses agences commerciales afin de communiquer leur numéro d'identification nationale biométrique ainsi que leur numéro de téléphone. Cette démarche permettra d'actualiser le système de gestion clientèle et d'attribuer un identifiant unique à chaque abonné, couvrant l'ensemble de ses adresses de consommation.

Grâce à cette unification des données, l'entreprise entend renforcer l'efficacité de la gestion de la relation client, améliorer le sui-

vi des dossiers et garantir une prestation commerciale plus fluide, transparente et qualitative. La mise à jour des coordonnées permettra également d'intensifier la communication directe avec les abonnés, notamment par l'envoi de SMS informatifs concernant : l'émission des factures, le montant à régler, la date et le dernier délai de paiement, ainsi que d'autres services numériques qui seront progressivement généralisés. En reliant chaque contrat à des données d'identification et de géolocalisation actualisées, Sonelgaz facilitera les interventions techniques, optimisera les opérations de maintenance et améliorera la distribution des factures.

Cette modernisation ouvre également la voie à un accès simplifié aux plateformes numériques, réduisant ainsi les déplacements inutiles des citoyens. Sonelgaz souligne que cette opération s'inscrit dans le strict respect de la législation en vigueur, notamment les dispositions de la loi 18-07 et de la loi complémentaire 11-25 relatives à la protection des données à caractère personnel. À

l'occasion du mois sacré de Ramadhan, Sonelgaz a par ailleurs renforcé son dispositif de services numériques, confirmant son engagement à proposer des solutions modernes, pratiques et sécurisées pour le paiement des factures d'électricité et de gaz. Les clients, notamment les détenteurs de la carte « Edahabia », sont encouragés à utiliser l'application « BaridiMob » pour régler leurs factures en toute sécurité, à tout moment et depuis n'importe quel lieu. Les paiements effectués via cette plateforme ont enregistré un taux de réussite significatif depuis son lancement, témoignant de sa fiabilité. En complément, plusieurs autres modes de paiement restent disponibles : auprès des agences commerciales, dans les bureaux d'Algérie Poste à travers le territoire national, en espèces ou par carte bancaire (CIB). Les abonnés peuvent également consulter leurs factures et suivre leurs services via le site officiel de Sonelgaz ou en contactant le centre d'appel national 3303, accessible 24h/24 et 7j/7.

J. Boukraa

Sous la coordination de l'USTO-MB Lancement du concours doctoral 2025-2026 en aéronautique

J. Boukraa

L'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB) confirme son rôle stratégique dans le paysage national de l'enseignement supérieur en assurant la coordination du concours d'accès à l'École doctorale en aéronautique pour l'année universitaire 2025-2026. Désignée point focal national, l'université pilotera l'organisation académique et le suivi pédagogique sous la supervision du Pr Imine Bachir, en collaboration avec plusieurs établissements partenaires à travers le pays. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer la formation doctorale spécialisée et à soutenir le développement de la recherche scientifique dans un secteur hautement stratégique.

L'aéronautique représente en effet un levier majeur pour l'innovation technologique et le développement industriel national. Plusieurs universités participent à cette dynamique nationale. L'USTO-MB propose 14 postes. L'Université Blida 1 ouvre 12 postes. L'Université Constantine 1 met à disposition 6 postes. L'Université Batna 2 offre 9 postes. L'Université Sidi Bel Abbès propose également 12 postes. Cette mobilisation collective il-

lustre la volonté de structurer un réseau académique performant et complémentaire au service de l'excellence scientifique. Les spécialités ouvertes couvrent des domaines de pointe tels que les structures aéronautiques, la propulsion aéronautique, l'avionique, les opérations aériennes ainsi que l'aéronautique et la mécanique de l'aviation légère.

Ces formations permettront aux doctorants d'intégrer des axes de recherche innovants en adéquation avec les besoins du secteur aérien et les perspectives de développement technologique du pays. Les inscriptions se déroulent exclusivement via la plateforme PROGRES. Le dépôt des candidatures est prévu du 21 février au 04 mars 2026. La vérification administrative des dossiers aura lieu du 05 au 15 mars 2026, suivie de l'étude scientifique du 16 au 23 mars 2026. La publication de la liste des candidats retenus est fixée au 24 mars 2026. La période de traitement des recours s'étendra du 25 au 31 mars 2026. La liste finale sera publiée le 01 avril 2026, tandis que les épreuves se dérouleront du 04 au 16 avril 2026. Cette démarche traduit la volonté nationale de promouvoir une formation doctorale de haut niveau, capable de répondre aux défis technologiques et industriels de demain.

Exploitation des infrastructures scolaires durant les vacances Une convention de coopération entre les Scouts et l'Education

Une convention de coopération a été signée, mardi, au siège de la direction de l'éducation, entre la direction de l'éducation de la wilaya d'Oran et le commissariat des Scouts musulmans algériens bureau de la wilaya d'Oran. La cérémonie s'est déroulée sous la supervision du directeur de l'éducation ainsi que du commissaire des Scouts. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la coordination nationale établie entre le ministère de l'Education nationale et la direction nationale des Scouts musulmans algériens, visant à renforcer la coopération entre les établissements éducatifs et le mouvement associatif à caractère pédagogique. La convention signée permettra aux différentes sections des Scouts d'exploiter les infrastructures des établissements scolaires durant les week-ends et les vacances scolaires. Cette mesure offrira un cadre organisé et sécurisé pour la mise en œuvre d'activités scoutées variées, éducatives et citoyennes au profit des élèves.

À travers ce partenariat, les deux parties ambitionnent de promouvoir les valeurs de civisme, de solidarité, de discipline et d'engagement chez les jeunes. Les activités prévues engloberont des ateliers éducatifs, des actions de sensibilisation, des formations aux premiers secours, des activités culturelles et sportives, ainsi que des initiatives à caractère environnemental et social. Les responsables ont souligné que cette convention constitue une étape importante dans le renforcement de l'accompagnement éducatif en dehors du temps scolaire, en mettant à profit les espaces pédagogiques existants pour encadrer les élèves et enrichir leur parcours formatif.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des cadres de la direction de l'éducation et des responsables de la conservation wilayale des Scouts musulmans algériens, témoignant de la volonté commune de consolider ce partenariat au service de la jeunesse oranaise.

J. Boukraa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

08 ramadhan 1447				
El Fedjr 06h15	Dohr 13h16	Assar 16h28	Maghreb 18h59	Icha 20h16



Naâma Plus de 1.700 logements sociaux en chantier

La wilaya de Naâma a enregistré, durant l'année 2025, la distribution de plus de 870 logements, en plus d'environ 9.500 aides financières dans différentes formules de logement, indiquent les services de la wilaya.

La même source a précisé que le quota de logements distribués à travers les communes de la wilaya comprend 876 logements publics locatifs (LPL), 5.664 décisions d'attribution d'aides financières destinées à la formule de l'habitat rural, ainsi que 3.822

décisions d'attribution dans le cadre des aides liées aux lotissements sociaux dédiés à l'auto-construction.

Au cours de la même période, des projets ont également été lancés pour la réalisation de plus de 1.500 logements publics locatifs, 5.500 aides à l'auto-construction dans le cadre du programme des lotissements sociaux, ainsi que 450 aides destinées à l'habitat rural, réparties à travers les différentes communes de la wilaya, selon la même source.

Par ailleurs, plus de 1.700 lo-

gements publics locatifs sont actuellement en cours de réalisation, ainsi que plus de 1.800 aides à l'habitat rural et près de 6.800 aides à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux, avec des taux d'avancement des travaux variant d'un programme à un autre, souligne-t-on. Il convient de rappeler que la wilaya de Naâma a bénéficié, durant la période allant de 2023 à 2025, de plus de 17.550 logements toutes formules confondues, selon les statistiques de la direction du Logement de la wilaya.

Saïda La production de lait pasteurisé en hausse



La wilaya de Saïda a renforcé ses capacités de production de lait pasteurisé pour dépasser 61.000 litres par jour, à l'occasion du mois de Ramadhan, afin de répondre à la demande croissante pour ce produit de large consommation, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

Selon la même source, la quantité de lait pasteurisé subventionné, dont le prix est fixé à 25 DA le sachet, est passée de 33.000 litres à 61.613 litres, quotidiennement, avec l'avènement du mois sacré.

La production a été renforcée au niveau de la laiterie "El Manbaâ" de la ville de Saïda, relevant de la direction générale du groupe laitier Giplait, après

avoir bénéficié d'un apport de 165 tonnes de poudre de lait, précise-t-on.

L'unité de production mobilise 25 distributeurs pour assurer l'approvisionnement de 520 commerces au chef-lieu de wilaya, en plus d'autres points de vente répartis à travers les différentes communes, contribuant ainsi à couvrir les besoins du marché local.

Les quantités produites durant le Ramadhan en cours ont enregistré une hausse par rapport au même mois de l'année précédente, où la production était de 60.000 litres par jour, ajoute la même source.

La laiterie "El Manbaâ" dispose également de six points de vente au chef-lieu de wilaya, dédiés à la commercialisation du

lait et de ses dérivés, notamment le leben (petit lait), le raïb (lait caillé), le beurre, la crème fraîche, le yaourt, ainsi que plusieurs variétés de fromages frais.

La direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a affirmé assurer un suivi quotidien de l'approvisionnement du marché local en lait pasteurisé, particulièrement en cette période marquée par une hausse de la consommation durant le mois de Ramadhan. A noter que la direction a mobilisé 50 brigades de contrôle chargées de veiller au respect de l'activité commerciale et de suivre l'évolution des indicateurs d'approvisionnement des différents produits de consommation tout au long du mois sacré.

Sidi Bel-Abbès Des équipements pour la Santé

L'établissement public hospitalier "Chahid Dahmani Slimane" de Sidi Bel-Abbès a été doté d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM), dans le cadre du renforcement des structures sanitaires et de l'amélioration de la qualité des services médicaux offerts aux citoyens.

La réception d'un nouveau scanner est également attendue, prochainement, selon la direction de l'établissement.

Le directeur de l'établissement, M. Abdelhakim Kartoubi, a précisé que cette opération s'inscrit dans le programme de soutien au secteur de la santé supervisé par

la Direction de la santé de la wilaya, visant à renforcer les capacités de diagnostic et à réduire la pression enregistrée sur le Centre hospitalo-universitaire "Abdelkader Hassani", notamment en ce qui concerne les examens spécialisés qui nécessitaient, auparavant, le transfert des patients vers cet établissement.

M. Kartoubi a ajouté que la mise en service de cet équipement permettra d'améliorer la prise en charge des patients au sein de l'établissement, de réduire les délais d'attente et de faciliter la réalisation d'examens spécialisés sur place, sans avoir à se déplacer vers d'autres

structures hospitalières.

Il a également indiqué que l'établissement attend la réception d'un nouveau scanner, qui viendra renforcer les capacités techniques, soulignant que ce soutien contribuera à élever le niveau de performance médicale et à offrir des services de santé plus efficaces, répondant aux attentes des citoyens.

Ce renforcement s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer le système de santé dans la wilaya et à consolider les capacités de diagnostic et de traitement afin d'assurer une meilleure prise en charge médicale des patients.

Aïn Temouchent Les réserves hydriques de la wilaya renforcées

La wilaya d'Aïn Temouchent a bénéficié d'un quota de deux (2) millions de mètres cubes d'eau potable provenant du barrage de Sekkak, selon la direction de l'Hydraulique de la wilaya.

Le pompage de ce volume a été entamé progressivement depuis le barrage de Sekkak en direction du réservoir hydraulique de la zone de "Dzioua", dans la commune d'Aïn Tolba, dans le cadre de l'opération d'interconnexion des infrastructures de stockage d'eau, a souligné le directeur du secteur, Miloud Kerzazi.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une mesure préventive visant à renforcer les réserves hydriques de la wilaya d'Aïn Temouchent, afin de les exploiter en cas d'arrêt exceptionnel de la station de

dessalement d'eau de mer de la plage "El Hilal", située dans la commune de Sidi Benadda, principale source d'alimentation en eau potable de la wilaya, a ajouté le responsable.

Elle fait également partie des dispositions destinées à garantir un approvisionnement régulier des habitants en eau potable, notamment durant le mois sacré de Ramadhan, selon la même source.

Les récentes précipitations enregistrées dans la wilaya ont contribué à porter le niveau du réservoir de Dzioua à environ 3,6 millions de mètres cubes. Ce volume devrait augmenter davantage, une fois l'achèvement du transfert des deux millions de mètres cubes supplémentaires depuis le barrage de Sekkak à Tlemcen, a-t-on indiqué.

Tlemcen Soirées musicales et théâtre à l'affiche

La Direction de la culture et des Arts de la wilaya de Tlemcen a élaboré un programme culturel varié pour animer les soirées du mois de Ramadhan, a indiqué, mercredi, le directeur local du secteur, Amine Boudefla. M. Boudefla a souligné que ce programme se déroulera à la Maison de la culture Abdelkader-Alloula et au Palais de la culture Abdelkrim-Dali. Il comprendra des soirées artistiques musicales, du madih religieux, ainsi que des représentations théâtrales et humoristiques.

Les activités débiteront, dès la fin de cette semaine, avec des soirées artistiques organisées au Palais de la culture Abdelkrim-Dali, animées par des associations de musique andalouse telles que "Es-Salem", "Cheikh Mohamed Bouali" et "Madrassat Dar El-Ala". Des artistes, dont Nasreddine Berrouiguet, Meriem Benallal et Nesrine Ghanem, y participeront. Le programme prévoit également la projection du film documentaire "Les Voix des anges" du réalisateur Kamal Aich.

Des soirées de madih religieux sont également programmées à la

Maison de la culture Abdelkader-Alloula, avec la participation d'artistes tels que Lili Benmerah, Samir Mazouri, Khalil Tlemçani, Ibtihal Ghofran et Breksi Oussama, ainsi que des troupes d'inchad comme "Choumouâ Tafraoui", "El-Wafa", le groupe Khalil Baba Ahmed et l'association "Gharnata". Un spectacle humoristique de l'artiste Mustapha Ghezzane, connu sous le nom de scène "El Hadja Zaza", est également prévu, selon la même source. Ces soirées seront également organisées dans plusieurs communes de la wilaya, notamment Sebdou, Aïn Fezza, Maghnia, Benskrane et Ghazaouet, ainsi que dans certaines résidences universitaires, à travers des prestations de madih et des spectacles comiques animés par les troupes "El-Kawthar", "Er-Risala", "El-Amal" et "El-Anouar", entre autres. En marge de ces festivités, il est également prévu le lancement de la sixième édition du concours national de récitation coranique "Qari Tlemcen 2026", les 5 et 6 mars prochain à la Maison de la culture Abdelkader-Alloula, a-t-on ajouté.

Relizane Deux réseaux de trafic de drogue et de psychotropes démantelés

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Relizane ont démantelé, lors de deux opérations distinctes, deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de drogue et de comprimés psychotropes, selon un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Relizane ont procédé, dans deux opérations distinctes, au démantèlement de deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de drogue et de comprimés psychotropes", a précisé la même source. Les deux opérations ont été lancées "suite à des informations avérées parvenues aux éléments de la brigade, faisant état de l'existence de deux réseaux s'adonnant au transport, au stockage et au trafic de drogue et de substances psychotropes",

ajoute la même source, soulignant que "l'exploitation de ces informations a permis la mise en place d'un plan d'action bien ficelé, comprenant le renforcement des barrages de sécurité par des équipes cynotechniques et l'utilisation de divers moyens technologiques, en vue de neutraliser l'activité de ces deux réseaux". "En coordination permanente avec le procureur de la République près le tribunal de Relizane, trois (03) individus ont été arrêtés et plus de 1.600 comprimés de drogue de synthèse de différents types ont été saisis, ainsi que 250 gr de kif traité, un véhicule utilitaire, des téléphones portables et une somme d'argent provenant des revenus du trafic", précise le communiqué.

Après l'achèvement des procédures légales, "les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Relizane", conclut le communiqué.

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE SIDI BEL ABBES
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

NIF /408015000022082

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Réalisation du contournement de la ville de Sidi Bel Abbès entre la RN13 et le CW80A sur 10 Kms (W. Sidi Bel Abbès)

Lot N°01 : Réalisation du contournement de la ville de Sidi Bel Abbès sur 6.5 Km (RN13-CW80)

Lot N°02 : Réalisation du contournement de la ville de Sidi Bel Abbès sur 3.5 Km (CW80- CW80A)

Lot N°03 : Réalisation des ouvrages d'arts

- Le soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots et il ne peut prétendre qu'à un seul lot.
- L'évaluation des offres des soumissionnaires se fera lot par lot dans l'ordre croissant
- des lots (du LOT N°01 au LOT N°03).
- Le soumissionnaire déclaré attributaire d'un lot voit son offre écartée pour l'analyse des lots ultérieurs.

En application des dispositions du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de services public la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Sidi Bel Abbès sisé 01 carrefour des AMARNAS Sidi Bel abbès, lance le présent avis destiné aux entreprises seules et/ou groupements d'entreprises qui auront satisfait aux conditions minimales suivantes :

CONDITIONS D'ELIGIBILITE : CAS DES SOUSMISSIONNAIRES QUI S'ENGAGENT INDIVIDUELLEMENT :**✓ Pour le Lot N° 01:****1. Capacités Professionnelles :**

Le soumissionnaire doit être qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie 7 ou plus.

2. Capacités Techniques :

- Le soumissionnaire doit fournir une ou plusieurs attestations de bonne exécution, délivrées par les maîtres d'ouvrage, qui doivent obligatoirement comporter la date de la réception définitive des travaux.
- Seules les attestations de bonne exécution dont la date de réception définitive est 2016 ou postérieure sont recevables. À défaut de date sur l'attestation de bonne exécution, une copie du Procès-verbal de Réception Définitive doit être jointe.
- Les attestations de bonne exécution doivent justifier la réalisation de projets (RN ou Contournement ou Voie Express ou Autoroute ou Aéroport) dont les Quantités minimales exigées sont :
 - a. Revêtement en enrobés à chaud : $\geq 30\,000\text{ t}$ (les attestations de bonnes exécutions de moins de 6 000 t ne seront pas prises en considération).
 - Terrassement : $\geq 150\,000\text{ m}^3$ (les attestations de bonnes exécutions de moins de 30 000 m³ ne seront pas prises en considération).

3- Capacités Financières :

- Le soumissionnaire doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 500 000 000,00 DA (Cinq Cents Millions de Dinars) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024).
- La justification sera constituée par : des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts ; ou des attestations de chiffre d'affaires (C20) délivrées par les services des impôts.

✓ Pour le Lot N° 02:**1. Capacités Professionnelles :**

Le soumissionnaire doit être qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie 7 ou plus.

2- Capacités Techniques :

- Le soumissionnaire doit fournir une ou plusieurs attestations de bonne exécution, délivrées par les maîtres d'ouvrage, qui doivent obligatoirement comporter la date de la réception définitive des travaux.
- Seules les attestations de bonne exécution dont la date de réception définitive est 2016 ou postérieure sont recevables. À défaut de date sur l'attestation de bonne exécution, une copie du Procès-verbal de Réception Définitive doit être jointe.
- Les attestations de bonne exécution doivent justifier la réalisation de projets (RN ou Contournement ou Voie Express ou Autoroute ou Aéroport) dont les Quantités minimales exigées sont :
 - a. Revêtement en enrobés à chaud : $\geq 16\,000\text{ t}$ (les attestations de bonne exécution de moins de 4 000 t ne seront pas prises en considération).
 - b. Terrassement : $\geq 140\,000\text{ m}^3$ (les attestations de bonne exécution de moins de 30 000 m³ ne seront pas prises en considération).

3- Capacités Financières :

- Le soumissionnaire doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 300 000 000,00 DA (Trois Cents Millions de Dinars) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024).
- La justification sera constituée par : des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts ; ou des attestations de chiffre d'affaires (C20) délivrées par les services des impôts.

Pour le Lot N° 03:**1. Capacités Professionnelles :**

Le soumissionnaire doit être qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie 7 ou plus (codes ouvrage d'art 345-4211/342-4212).

2. Capacités Techniques :

- Le soumissionnaire doit fournir une attestation de bonne exécution, délivrée par les maîtres d'ouvrage, qui doivent obligatoirement comporter la date de la réception définitive des travaux.
- Seules les attestations de bonne exécution dont la date de réception définitive est 2016 ou postérieure sont recevables. À défaut de date sur l'attestation de bonne exécution, une copie du Procès-verbal de Réception Définitive doit être jointe.
- Les attestations de bonne exécution doivent justifier la réalisation de projet d'Ouvrage d'Art de type pont d'une travée supérieure ou égale à 20 m.

3. Capacités Financières :

- Le soumissionnaire doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 400 000 000,00 DA (Quatre Cents Millions de Dinars) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024).
- La justification sera constituée par : des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts ; ou des attestations de chiffre d'affaires (C20) délivrées par les services des impôts.

CAS DU GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES :

Les offres présentées par un groupement momentané de deux (02) ou plusieurs entreprises associées doivent répondre à la condition suivante : La forme du groupement doit être solidaire

Pour le Lot N° 01:**1. Capacités Professionnelles :**

- Le chef de file doit être qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie 7 ou plus.
- Chaque membre doit posséder un certificat de qualification et classification professionnelles valide, qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) classé à la catégorie 5 ou plus.

2. Capacités Techniques :

- Le Groupement doit fournir une ou plusieurs attestations de bonne exécution, délivrées par les maîtres d'ouvrage, qui doivent obligatoirement comporter la date de la réception définitive des travaux.
- Seules les attestations de bonne exécution dont la date de réception définitive est 2016 ou postérieure sont recevables. À défaut de date sur l'attestation de bonne exécution, une copie du Procès-verbal de Réception Définitive doit être jointe.
- Les attestations de bonne exécution doivent justifier la réalisation de projets (RN ou Contournement ou Voie Express ou Autoroute ou Aéroport) dont les Quantités minimales exigées sont :
 - a. Revêtement en enrobés à chaud : $\geq 30\,000\text{ t}$ (les attestations de bonne exécution de moins de 6 000 t ne seront pas prises en considération).
 - b. Terrassement : $\geq 150\,000\text{ m}^3$ (les attestations de bonne exécution de moins de 30 000 m³ ne seront pas prises en considération).

3. Capacités Financières :

- Le groupement doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen, d'au moins 500 000 000,00 DA (Cinq Cents Millions de Dinars), des trois dernières années (2022, 2023 et 2024).
- La justification doit être apportée pour chaque membre, par : des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts ; ou des attestations de chiffre d'affaires (C20) délivrées par les services des impôts.

Il sera procédé à la sommation des chiffres d'affaires des membres du groupement par année ; puis procéder au calcul du chiffre d'affaire moyens des trois années.

✓ Pour le Lot N° 02 :**1. Capacités Professionnelles :**

- Le chef de file doit être qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie 7 ou plus.
- Chaque membre doit posséder un certificat de qualification et classification professionnelles valide, qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) classé à la catégorie 5 ou plus.

2. Capacités Techniques :

- Le Groupement doit fournir une ou plusieurs attestations de bonne exécution, délivrées par les maîtres d'ouvrage, qui doivent obligatoirement comporter la date de la réception définitive des travaux.
- Seules les attestations de bonne exécution dont la date de réception définitive est 2016 ou postérieure sont recevables. À défaut de date sur l'attestation de bonne exécution, une copie du Procès-verbal de Réception Définitive doit être jointe.
- Les attestations de bonne exécution doivent justifier la réalisation de projets (RN ou Contournement ou Voie Express ou Autoroute ou Aéroport) dont les Quantités minimales exigées sont :
 - a. Revêtement en enrobés à chaud : $\geq 16\,000\text{ t}$ (les attestations de bonne exécution de moins de 4 000 t ne seront pas prises en considération).
 - b. Terrassement : $\geq 140\,000\text{ m}^3$ (les attestations de bonne exécution de moins de 30 000 m³ ne seront pas prises en considération).

2. Capacités Financières :

- Le groupement doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 300 000 000,00 DA (Trois Cents Millions de Dinars) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024).

La justification sera constituée par : des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts ; ou des attestations de chiffre d'affaires (C20) délivrées par les services des impôts.

Il sera procédé à la sommation des chiffres d'affaires des membres du groupement par année ; puis procéder au calcul du chiffre d'affaires moyen des trois années.

Pour le Lot N° 03 :**1. Capacités Professionnelles :**

- Le chef de file doit être qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classé à la catégorie 7 ou plus.
- Chaque membre doit posséder un certificat de qualification et classification professionnelles valide, qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) classé à la catégorie 5 ou plus.

2. Capacités Techniques :

- Le groupement doit fournir une attestation de bonne exécution, délivrée par les maîtres d'ouvrage, qui doivent obligatoirement comporter la date de la réception définitive des travaux.
- Seules les attestations de bonne exécution dont la date de réception définitive est 2016 ou postérieure sont recevables. À défaut de date sur l'attestation de bonne exécution, une copie du Procès-verbal de Réception Définitive doit être jointe.
- Les attestations de bonne exécution doivent justifier la réalisation de projet d'Ouvrage d'Art de type pont d'une travée supérieure ou égale à 20 m.

3. Capacités Financières :

- Le groupement doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 400 000 000,00 DA (Quatre Cents Millions de Dinars) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024).
- La justification sera constituée par : des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts ; ou des attestations de chiffre d'affaires (C20) délivrées par les services des impôts.

Il sera procédé à la sommation des chiffres d'affaires des membres du groupement par année ; puis procéder au calcul du chiffre d'affaires moyen des trois années.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès le bureau des marchés de la Direction des travaux publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès.

Les offres doivent être déposées au niveau du secrétariat de la Direction des Travaux Publics, accompagnées des documents demandés dans l'article 11 des instructions aux soumissionnaires du cahier des charges.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » « offre technique » et « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une même enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES.

Réalisation du contournement de la ville de Sidi Bel Abbès entre la RN13 et le CW80A sur 10 Kms (W. Sidi Bel Abbès)

LOT N°.....
« A NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

I/ La première enveloppe.**I/ Dossier de Candidature :** comprend les documents suivants :

1. Les déclarations de candidature établies conformément au modèle réglementaire dûment remplies, datées, signées et cachetées.
2. Les déclarations de probité établies conformément au modèle réglementaire dûment remplies, datées, signées et cachetées.
3. Statut des sociétés (SPA/EURL/SARL/SNC/ et SCS) copie s'il y a lieu et le même document pour les membres de groupement ;
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le soumissionnaire ;
5. Le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité.
6. Les bilans financiers du soumissionnaire (ou de chaque membre du groupement) pour les trois dernières années (2022, 2023 et 2024) certifiés par un commissaire au compte et visés les services des impôts ou par des attestations de chiffres d'affaires C20 délivrées par les services des impôts.
7. Les références bancaires justifiées par des attestations de solvabilité (moins de 3 mois) et le RIB.
8. Liste des moyens humains et moyens matériels de l'entreprise
9. Les références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrage publics.
10. Protocoles d'accord pour les groupements en précisant le chef de file qui doit être majoritaire et la part de chaque membre dans le groupement ;

II/ La deuxième enveloppe.**II/ Offre Technique :** comprend les documents suivants :

1. La déclaration à souscrire établies conformément au modèle réglementaire dûment remplies, datées, signées et cachetées.
2. Le mémoire technique justificatif reprenant la méthodologie de travail à adopter par rapport au délai des travaux selon modèle en annexe comportant organigramme de l'équipe, mesures prises par le soumissionnaire pour respecter l'exigence du cahier des charges, les contraintes susceptibles d'être rencontrées lors de l'exécution, etc....
3. Liste des moyens humains destinés pour le projet, justifiés par des attestations et/ou certificats de travail, diplômes, curriculum Vitae, Attestations d'affiliation à la CNAS en cours de validité.
4. Liste des moyens matériels destinés pour le projet, justifiés par des cartes grises ou récépissé avec des attestations d'assurances valide à la date d'ouverture des plis, ou des factures d'achat ou acte de vente notarié ou un contrat de leasing, PV de constat établi par un huissier de justice de l'année de soumission ou un PV du commissaire aux comptes de l'année de soumission.
5. Le planning prévisionnel d'exécution des travaux établi en fonction du délai proposé ;
6. La caution de soumission établie conformément au modèle réglementaire, d'un montant supérieur à un pour cent (1%) du montant en TTC de l'offre, émise par une banque de droit algérien ou la CGMP.
7. Le cahier des charges dûment paraphé, rempli, daté et signé, portant à la dernière page, la mention manuscrite " lu et accepté ".

III/ Offre Financière : comprend les documents suivants :

- a- La lettre de soumission établie conformément au modèle réglementaire dûment remplies, datées, signées et cachetées.
- b- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dûment remplies, datées, signées et cachetées.
- c- Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) dûment remplies, datées, signées et cachetées.
- d- Le Sous Détail des Prix Unitaires (SDPU) dûment remplies, datées, signées et cachetées.

La date et l'heure de dépôt des offres sont fixées le Trentième (30ème) jour de 8h00 à 13h30 à partir de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP et la presse électronique, correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

L'ouverture des plis se déroulera en séance publique au siège de la Direction des Travaux Publics, le Trentième (30ème) jour à partir de 14h00, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis aura lieu le jour ouvrable qui suit à la même heure.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631003363

Le Quotidien d'Oran 26/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SAIDA

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET MOYENS

N.I.F : 099020019003732

AVIS DE LA PROCEDURE NEGOCIEE APRES CONSULTATION N° 05/2026
APRES L'INFRUCTUOSITE POUR LA 2^{ème} FOIS

OPERATION N° : N.1.051.093.01.2020.000.020.24.001

INTITULE DE L'OPERATION: REHABILITATION DE DIX (10) FORAGES A TRAVERS LA WILAYA

PROJET : REHABILITATION DE DIX (10) FORAGES A TRAVERS LA WILAYA

- Lot N° 06 : Réhabilitation d'un forage Sfid HCDS (Khalfau) commune de Sidi Ahmed
- Lot N° 07 : Réhabilitation d'un forage Oulad Melouk commune de Hounet.
- Lot N° 08 : Réhabilitation d'un forage Tebouda commune de Ain El Hadjar
- Lot N° 09 : Réhabilitation d'un forage Ferme de issani commune de Sidi Ahmed
- Lot N° 10 : Réhabilitation d'un forage Tagouraya commune de EL Hassasna

La Direction De L'hydraulique de la wilaya de SAIDA, lance une avis de la procédure négociée après consultation n° 05/2026 après l'infiructuosité pour la 2^{ème} fois, pour Le projet : Cités ci-dessus.

عملًا بأحكام المادة 39 من القانون رقم 12-23 المؤرخ في 05 أوت 2023 المبين للقواعد العامة للصفقات العمومية توجه طلب العروض إلى المؤسسات المؤهلة في ميدان الذي (نشاط رئيسي) والمصنفة بالدرجة الثالثة (03) لما فوق و الحائزة على الرمز (303-34) والذين يتبنون إعادة تأهيل أو الإجازة على الأقل لبلد مبررة بشهادة حسن التخليص لإعادة تأهيل أو إجازة بنر خلال الضر سنوات الأخيرة ممضية من طرف صاحب المشروع (مصلحة متعلقة عمومية)

- نسخة من البطاقة الرمادية بالنسبة لآلة الحفر (battage)
ملاحظة:

- في حالة عدم تكرر نوعية آلة الحفر في البطاقة الرمادية يجب على المتقدم إرفاق تقرير محضر قضائي (PV Huissier) يثبت نوعية آلة الحفر.
يمكن للمؤسسات المهتمة المشاركة في طلب العروض هذا، الفوز بثلاثة (03) حصص لا أكثر شريطة تقديم البطاقة الرمادية لآلة الحفر لكل حصة مع التوسل بالمالية البشرية لكل حصة و تكون صاحبة الآن عرض مالي حسب الترتيب التصاعدي للخصص،
عملية التقييم تكون حصة بحصة ابتداء من الحصة رقم 01 (Par élimination)

Intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier de charges à partir de la date de la première parution du présent avis dans le BOMOP et par voie de presse écrite et de presse électroniques agréées, sur présentation de l'original du certificat de qualification et classification auprès de L'hydraulique (Bureau Des Marchés), Cité AZAHR en face CRMA – SAIDA.

Les offres doivent être accompagnées des pièces et les documents Fiscales et parafiscales doivent être fournis et en cours de validité

1-LE DOSSIER DE CANDIDATURE : voir le cahier des charges la page.33

2-OFFRE TECHNIQUE : voir le cahier des charges la page.33.

3-OFFRE FINANCIERE : voir le cahier des charges la page.33

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas, ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres. Et déposés auprès De L'hydraulique de la Wilaya de SAIDA, Cité AZHAR SAIDA, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 08 H00 jusqu'à 12H00 (Midi) au plus tard ; Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la 1ère parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et par voie de presse écrite et de presse électroniques agréées.

L'ouverture des plis des offres techniques et financière sera effectuée le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00 en séance publique au siège de la D.H.W /SAIDA.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de Cent cinq (105) jours à compter de la date de dépôt des offres.

LE DIRECTEUR.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT

DU TERRITOIRE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DE LA WILAYA DE NAAMA

NIF : 415024000045205

AVIS DE CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE MAITRISE D'ŒUVRE

d'une unité républicaine de sécurité (URS) + 10 logements au chef lieu Naama

N° 08/2026

La Direction des équipements Publique De La Wilaya De Naama lance un avis de concours national restreint de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération intitulée « Étude et suivi pour la réalisation d'une unité républicaine de sécurité (URS) + 10 logements au chef lieu Naama ».

Ce concours est ouvert aux architectes inscrits au tableau national de l'ordre des architectes et en possession de l'agrément d'exercice pour l'année en cours (suivant le spécimen fourni par le CNOA), exerçant sous forme libérale, en société civile professionnelle d'architecte (SCPA) composés de deux ou plusieurs architectes agréés et aux bureaux d'études pluridisciplinaires publics et privés, et ce conformément aux articles 15,16 & 17 du décret législatif 94/07 du 18/05/1994 modifié et complété par la loi 04/06 du 14/08/2004 relatif à la production architecturale & à l'exercice de la profession d'architectes, ou en groupement solidaire, momentanément conformément aux articles 57 & 81 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, présentant une expérience dans le domaine et disposant les capacités techniques, professionnelles nécessaires à savoir :

A-Capacité professionnelle :

- Pour les architectes agréés, justifier :

De l'agrément de l'année en cours, Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de société (SCP).

- Pour les bureaux d'études publics, justifier :

Du statut d'entreprise publique économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création Et de l'extrait du registre de commerce portant code architecture (607009).

NB : Les bureaux d'études publics nationaux sont dispensés d'agrément.

B- Capacités techniques :

*/disposant des moyens humains et des références professionnelles suivantes :

B-1) Moyens humains : justifiés par des CV, des attestations d'affiliation vis-à-vis de la CNAS actualisée, les diplômes, et les documents justificatifs. Il s'agit d'une équipe d'intervention dont les profils sont fixés comme suit à :

- 01 Chefs de projet ; Architecte ou Ingénieur génie civil ou mastère en génie civil ou l'architecture ayant au moins 06 ans d'expérience.
- 01 Architectes ou 01 Ingénieur génie civil ou mastère en génie civil ou l'architecture ayant au moins 04 ans d'expérience.
- 01 Techniciens supérieurs ou Licenciés en bâtiment ayant au moins 04 ans d'expérience.

NB :

1- L'architecte ou l'ingénieur génie civil ou mastère en génie civil ou l'architecture peuvent remplacer le technicien supérieur ou Licenciés dans les métiers du bâtiment.

2- le mandataire-chef de fil, en cas de groupement, ne peut pas faire partie de la composition de l'équipe permanent sus dessus énoncé.

B-2) Références professionnelles : ayant au moins l'étude et suivi ou la maîtrise d'œuvre d'un projet catégorie D ou plus conformément de tous documents probants permettant de vérifier cette donnée (notamment contrats d'étude), à la classification des ouvrages fixée par l'arrêté interministériel du 15 mai 1988 modifié par l'arrêté interministériel du 04 juillet 2001. A justifier par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics, accompagnées etc).

B-3) Capacité financière :

- Avoir cumulée un chiffre d'affaire supérieur ou égale à 30.000.000,00 DA.

- En prenant en compte les trois meilleures années des cinq dernières années (2020/2021/2022/2023/2024) ou 2025 justifiées par C20 ou les bilans fiscaux.

C-Moyens matériels :

- Justifier de l'adresse professionnelle du siège du bureau de l'architecte par un PV de constat établi par un huissier de justice d'une validité d'une durée moins de 12 mois.

- Les candidats intéressés par le présent concours pourront retirer le cahier des charges auprès de service des marchés publics de la direction des équipements publics de la Wilaya de Naama à côté de la Daira Naama boulevard Ain Ben Khellil, Le retrait se fait par le candidat ou son représentant dûment désigné.

- Conformément aux stipulations de l'article N°67 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le dossier du concours doit comporter « le dossier de candidature, l'offre technique, l'offre des prestations et l'offre financière », contenant l'ensemble des documents exigés par les articles N°22 et 27 du cahier des charges.

- S'agissant d'un concours nationale restreint, et en application des dispositions des articles 48 5^{ème} alinéa et N° 70 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la procédure de dépôt des offres s'effectue en deux phases :

1^{ère} phase : Les candidats sont invités à remettre uniquement les plis des dossiers de candidature ;

2^{ème} phase : Seuls les candidats présélectionnés sont invités à remettre les plis de l'offre technique, de l'offre financière et des prestations.

- Dans une première phase, les candidats sont invités à remettre uniquement le dossier de candidature. Après l'ouverture des plis des dossiers des candidatures et leur évaluation, seuls les candidats présélectionnés, seront invités dans une deuxième phase à remettre les plis de l'offre technique, des prestations et de l'offre financière.

- Pour la première phase (Présélection des Candidats) : les candidats présentent les plis des dossiers de candidature dont le contenu est défini à l'article N° 22 du cahier des charges, dans une enveloppe cachetée et anonyme, qui porte la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres », concours national restreint de maîtrise d'œuvre N° 08/2026 « Étude et suivi pour la réalisation d'une unité républicaine de sécurité (URS) + 10 logements au chef lieu Naama. » dossier de candidature ».

NB : Les candidats présélectionnés dans la première phase seront invités à l'issue de la première phase, par la lettre avec accusé de réception, à remettre les plis des offres techniques, des prestations et financières dont le contenu est fixé dans l'article N° 27 du cahier des charges.

- La durée de préparation des candidatures est fixée à dix jours (10 jours) à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

- Le jour de dépôt des dossiers de candidatures se tiendra le dernier jour de préparation des candidatures de 08 H 00 à 12 H 00; l'heure limite est à douze heures (12 H), Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

- La séance d'ouverture des dossiers de candidatures aura lieu le même jour de dépôt des offres ; à partir de 14h au niveau de la direction des équipements publics de Naama, Toutefois, le service contractant a toute la latitude de proroger, par avis de presse dûment et régulièrement publié, le délai de dépôt des dossiers de candidatures.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pour une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 02 mois à compter de la date d'ouverture des plis.

- Le présent avis est considéré comme invitation à tous les candidats soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

LE DIRECTEUR

TF1

21.10 LÉO MATTÉI, BRIGADE DES MINEURS



Saison 13 - Ep 5 : Destins brisés
Le commandant Léo Mattéi (Jean-Luc Reichmann) est à la tête de la Brigade de protection de l'enfance, une unité spécialisée dans la lutte contre les abus et les dangers auxquels sont confrontés les mineurs. Ancien policier de la BAC, il se distingue par son sens aigu de la justice et sa détermination à protéger les plus vulnérables. Léo dirige une équipe soudée, composée d'agents dévoués tels qu'Alexandre Achdjian, Maira Schmitt et Stomy Bugsy,...

2

21.10 ENVOYÉ SPÉCIAL



A Lille, une pouponnière de l'Aide sociale à l'enfance accueille des enfants âgés de 0 à 3 ans, séparés de leurs familles pour des raisons de maltraitance et placés par décision judiciaire. Parmi eux, Hamza, arrivé directement de l'hôpital à 1 mois et demi, encore emmitoufflé dans la couverture de ses premiers jours. Thiago, lui, a été retrouvé au milieu de détritus. Agé d'1 an et demi, le petit garçon souffre déjà de dépression. Romy, bientôt 4 ans, en proie à des crises de tristesse, n'espère qu'une chose,...

4 JEUDI

21.00 UN AMOUR DE JEUNESSE



Antoine, qui a fait fortune dans l'internet, vit dans un luxueux appartement parisien avec Diane, une romancière d'origine aristocratique. Alors qu'il s'apprête à acheter un château en Dordogne, il apprend par l'avocat en charge de ses affaires que sa femme Maryse, qui l'a quitté il y a vingt-cinq ans pour se consacrer à des missions humanitaires en Afrique, veut demander le divorce. De crainte qu'elle lui demande la moitié de ses biens,...

TMC

21.25 LES ANIMAUX FANTASTIQUES



Plongeant dans l'effervescence des années 1920, Les animaux fantastiques transporte le spectateur au cœur de New York, une métropole où la magie et le monde des Non-Majs – ces humains ignorants tout de l'existence des sorciers – coexistent dans une tension palpable. Entre les gratte-ciel en pleine expansion et les ruelles secrètes où se cachent les établissements magiques, une menace grandissante pèse sur l'équilibre précaire des deux univers.

6

21.10 QUI VEUT ÊTRE MON ASSOCIÉ ?



Les investisseurs de "Qui veut être mon associé ?" découvrent de nouveaux projets portés par des inventeurs qui vont tenter de les convaincre de les suivre dans leur aventure entrepreneuriale. Ainsi, avec son initiative Piano Led, Anthony cherche une manière plus intuitive d'apprendre et de progresser au piano et de rendre cet instrument complexe plus abordable. Le projet Ears 360 est lui basé sur le constat que se nettoyer les oreilles est une action...

CINE +
FAMIZ

20.50 LE LARBIN



Jean-François Casteigne (Kad Merad) dirige avec succès une chaîne hôtelière en pleine expansion. Cependant, sa vie professionnelle prend un tournant dramatique lorsque son fils Louis (Audran Cattin), un jeune homme capricieux et malavisé, provoque un scandale retentissant dans l'un des établissements de la chaîne. Ce faux pas entraîne une réaction des actionnaires, poussant Jean-François à perdre le contrôle de son entreprise.

CANAL+

21.09 51E CÉRÉMONIE DES CÉSAR



Présidée par Camille Cottin, cette 51e cérémonie des César est présentée par l'acteur Benjamin Lavernhe, qui sera en juillet à l'affiche de la comédie "De la Comédie-Française". "Nouvelle Vague", de Richard Linklater, compte dix nominations, dont celles de meilleur film, meilleure réalisation et meilleur scénario original. Suivent, avec huit citations, "Dossier 137", "L'Attachement", et "L'Inconnu de la Grande Arche". Au cours de la soirée, un César d'honneur sera remis à l'acteur américain Jim Carrey.

CINE +
FRISSON

20.50 LOCK OUT



Dans le futur, Snow, ex-agent de la CIA, est soupçonné d'avoir tué un militaire. Il doit être incarcéré au pénitencier MS-one, une station orbitale où les prisonniers sont plongés dans un sommeil artificiel. La fille du président américain est en visite sur MS-one lorsqu'un incident provoque le réveil et la mutinerie de tous les prisonniers, 500 criminels particulièrement dangereux. La jeune femme, venue pour une mission humanitaire, se retrouve otage des détenus.

TF1

21.10 RESTOS DU COEUR



Fidèles à l'appel lancé par Coluche dès 1985, 54 célébrités ont répondu présentes pour les spectacles offerts entre les 13 et 19 janvier 2026 à l'Accor Arena de Paris, dans une ambiance festive et chaleureuse. De beaux moments d'émotion et de rire sont au rendez-vous avec des artistes qui entraînent le public dans de magnifiques tableaux à travers des jeux de scène et de lumières époustouflants. Les "petits nouveaux" de la promotion 2026 qui font leur entrée au sein de la troupe sont Helena, Marine, Jarry et Styleto.

2

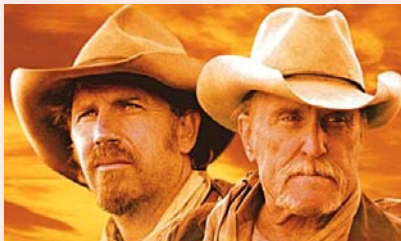
21.10 CAPITAINE MARLEAU



Saison 4 - Episode 5 : Morte saison
Lana Delaunay, la propriétaire du restaurant Le Cibourg à Bidart, transforme un second restaurant en bar à tapas dans la région. Elle devait confier la gérance de ce nouveau lieu à une de ses serveuses, Magali Lenoir, 23 ans. Seulement, cette dernière est retrouvée morte, un dimanche, dans les lieux par un maçon. La capitaine Marleau est chargée de l'enquête. Elle découvre bientôt que Lana Delaunay a perdu son fils de 18 mois,...

3 VENDREDI 5

21.10 OPEN RANGE



Far West, fin du XIXe siècle. Sous un ciel infini où les nuages dessinent des destins éphémères, quatre cavaliers solitaires traversent les grandes plaines américaines, accompagnés d'un troupeau de bétail et du vent qui porte leurs secrets. Boss Spearman (Robert Duvall), vieux sage aux manières calmes mais au regard d'acier, incarne l'âme d'un temps qui s'efface. À ses côtés, Charley Waite (Kevin Costner), ancien tireur aux mains rapides et au passé trouble, cherche une rédemption qu'il n'ose plus espérer.

TFX

21.10 L'ÂGE DE GLACE 3 : LE TEMPS DES DINOSAURES



À l'aube d'une nouvelle ère glaciaire, alors que les paysages gelés de la préhistoire commencent à se couvrir d'une fine couche de verdure annonciatrice de changements, la meute d'amis la plus improbable de tous les temps fait face à des bouleversements bien plus personnels. Manny, le mammoth bourru au grand cœur, et Ellie, sa compagne espiègle et pleine de vie, s'apprêtent à vivre l'une des aventures les plus terrifiantes de leur existence : devenir parents.

21.05 RETOUR À HOWARDS END



Angleterre, début du XXe siècle. À l'aube d'une ère où les traditions victoriennes cèdent peu à peu la place aux bouleversements modernes, deux mondes s'affrontent en silence : celui des héritiers d'un passé rigide et celui des esprits libres qui osent rêver d'un avenir différent. Au cœur de ce paysage social en mutation, Margaret Schlegel (Emma Thompson), jeune femme cultivée et progressiste, incarne cette nouvelle génération. Issue d'une famille bourgeoise aux idées avant-gardistes,...

CINE +
FAMIZ

20.50 LES TUCHE 4



Après avoir, contre toute attente, accédé à la présidence de la République, Jeff Tuche (Jean-Paul Rouve) sent le poids des responsabilités et une lassitude inattendue s'installer. Dans un coup de théâtre typiquement tuchien, il annonce en direct à la télévision sa démission, laissant la France sous le choc... et Bouzolles, leur ville natale, en pleine ébullition. Car pendant que Jeff jouait les premiers rôles sur la scène politique, les choses ont bien changé...

6

21.10 BIS



Deux hommes, deux vies, et une nostalgie tenace. Patrice (Kad Merad), obstétricien respecté et père de famille modèle, a tout pour être heureux : une carrière brillante, une existence bien ordonnée, et le respect de ses pairs. Pourtant, derrière cette façade de réussite se cache une lassitude profonde, le sentiment d'avoir rangé ses rêves au placard avec ses vieux disques vinyles. À l'opposé, Éric (Franck Dubosc), éternel adolescent attardé, enchaîne les excès et les conquêtes éphémères, comme s'il...

CINE +
PREMIER

20.50 LE FIL



Jean Monier (Grégory Gadebois), un avocat réputé, a longtemps été hanté par le souvenir d'un procès où il a fait innocenter un meurtrier récidiviste. Éprouvé par cette expérience, il refuse désormais de s'impliquer dans des affaires criminelles, persuadé que la justice n'est pas toujours de son côté. Sa routine tranquille est bouleversée lorsqu'il rencontre Nicolas Milik (Daniel Auteuil), un père de famille ordinaire accusé du meurtre de son épouse alcoolique.

CODÉS N° 9509

1 A	2	3 R	4 C	5 E	6 S	7 T
8 I	9 N	10 U	11 M	12 O	13 P	
14 L	15 V	16 G	17 Q	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27



Aston Martin tranche dans ses effectifs

Le constructeur automobile de luxe britannique Aston Martin Lagonda a annoncé mercredi un plan de réduction de ses effectifs visant 20% de son personnel, en marge de la publication d'un résultat annuel 2025 plombé notamment par les droits de douane aux Etats-Unis et en Chine.

Cette annonce concerne environ 600 personnes sur les quelque 3.000 salariés du groupe, qui a publié mercredi une perte nette en hausse de 52% pour l'an dernier, à 493,2 millions de livres (566 millions d'euros).

Un an après avoir déjà annoncé, dans un précédent plan, se séparer de 5% des salariés, «nous avons dû prendre, fin 2025, la difficile décision de mettre en oeuvre de nouveaux changements. Ce dernier programme entraînera le départ de jusqu'à 20%» des collaborateurs de l'entreprise, a annoncé le directeur général Adrian Hallmark dans un communiqué.

Les performances de la marque préférée de James Bond sont en berne depuis plusieurs années. Alors qu'elle espérait redresser sa trajectoire «en 2025, le marché mondial de l'automobile de luxe a traversé l'une de ses années les plus turbulentes de ces derniers temps», a déploré le dirigeant.

Négociations ukraino-américaines à Genève



Le négociateur ukrainien Roustem Oumerov doit rencontrer aujourd'hui à Genève les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner pour préparer de nouvelles discussions trilatérales avec les Russes attendues en mars, ont annoncé mercredi les autorités ukrainiennes. Cette réunion vise à «préparer une réunion trilatérale avec la Russie» qui «devrait avoir lieu début mars» pour tenter de trouver une solution à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, a indiqué Volodymyr Zelensky.

Selon la porte-parole de M. Oumerov, la rencontre ukraino-américaine aura lieu à Genève.

Cette ville avait déjà accueilli à la mi-février un précédent cycle de pourparlers entre Ukrainiens et Russes sous médiation américaine, qui n'ont pas débouché sur des résultats tangibles. Washington fait pression pour mettre fin à la guerre, déclenchée par l'invasion russe de son voisin en février 2022 et devenue depuis le pire conflit armé en Europe depuis la Seconde guerre mondiale avec des centaines de milliers de morts et des destructions massives notamment dans l'est et le sud de l'Ukraine.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Pluies torrentielles au Brésil : au moins 30 morts, des dizaines de disparus



Au moins 30 personnes sont mortes et une quarantaine sont portées disparues mardi après les pluies torrentielles qui ont ravagé le sud-est du Brésil, selon un dernier bilan des pompiers.

Trois pompiers extraient le corps d'un homme de la boue, au milieu des décombres de

12 maisons totalement englouties par un glissement de terrain, dans une des zones les plus sinistrées.

Cette zone se situe au Parque Burnier, quartier à flanc de colline de Juiz de Fora, ville de 540.000 habitants dans une région vallonnée de l'Etat de Minas Gerais, où 22 personnes ont

perdu la vie. Les services nationaux des pompiers ont fait état mardi soir d'un bilan de 30 morts au total dans les villes de Juiz de Fora et d'Uba. Plus de 200 personnes ont été sauvées.

Les pompiers, aidés de chiens renifleurs, poursuivent les recherches pour retrouver 39 disparus au milieu des débris.

Les Etats-Unis ont reçu plus de 80 millions de barils de pétrole du Venezuela

Donald Trump a affirmé mardi devant le Congrès que les Etats-Unis avaient reçu plus de 80 millions de barils de pétrole de la part du Venezuela, «notre nouvel ami et partenaire». «Nous venons de recevoir de notre nouvel ami et partenaire, le Venezuela, plus de 80 millions de barils de pétrole», a déclaré le président américain lors de son discours sur l'état de l'Union.

Depuis l'enlèvement le 3 janvier du président vénézuélien Nicolas Maduro, désormais déchu, Washington s'efforce de contrôler l'exploitation des énormes réserves d'hydrocarbures du pays d'Amérique du Sud. La production y est actuellement plafonnée à environ un million de barils par jour, après des décennies de sous-investissement qui ont laissé les infrastructures en piteux état.



EDITORIAL

Abdelkrim Zerzouri

TOUR DE VIS DANS LE VIDE

On parle d'un accord conclu concernant « le Pacte sur l'asile et les migrations » afin de reprendre le contrôle des frontières extérieures et de réduire la pression migratoire vers l'UE. Mais sur le terrain, la situation semble aller dans le sens opposé de la ligne dure de la politique migratoire qu'on présente comme un acquis qui a fait sortir l'UE de l'impasse. Alors qu'en vérité, hors des structures européennes, c'est chacun pour soi, selon les visions politiques des partis au pouvoir et les législations locales façonnées selon leurs programmes politiques. Deux pays européens ont récemment fait faux bond à cette politique migratoire que l'UE cherche à imposer à travers tout l'espace Schengen. Il s'agit de l'Espagne et de l'Allemagne, deux poids lourds de l'UE, qui ont décidé de régulariser à tour de bras les migrants qui vivent sur leurs sols. A la fin du mois de janvier, le gouvernement socialiste espagnol a donné son feu vert à un décret royal accéléré ouvrant une voie exceptionnelle et temporaire à la régularisation pour des centaines de milliers d'étran-

gers vivant déjà en Espagne sans papiers. On parle d'un demi-million de migrants à régulariser en Espagne dans ce cadre, voire de près d'un million de cas, selon d'autres sources. Officiellement, selon ce projet de décret, toute personne pouvant prouver une présence physique continue en Espagne d'au moins cinq mois avant le 31 décembre 2025, et ne présentant aucun casier judiciaire, pourra demander une carte de séjour d'un an et prétendre durant cette première année à un accès complet au marché du travail. L'Allemagne, de son côté, vient d'autoriser les demandeurs d'asile à travailler après trois mois seulement de présence sur son sol. Une porte ouverte pour les permis de séjour à ces travailleurs légaux. Dénominateur commun entre les décisions des deux pays, le besoin économique d'une main-d'œuvre qui peut donner un plus au marché du travail.

La régularisation massive des migrants en Espagne est « une réponse pragmatique à

une réalité sociale qui profite à la fois aux individus et à l'économie », selon un ministre du gouvernement espagnol. Même son de cloche au sein du gouvernement allemand, qui indique que « ceux qui viennent ici (ndlr, en Allemagne) doivent pouvoir travailler, et rapidement. La meilleure intégration se fait par le monde du travail », concède-t-on.

Dans les deux cas, la raison économique l'emporte sur le durcissement de la politique migratoire adopté par l'UE. Dans les deux cas, on donne la preuve que cette politique reste vide de sens dans ce dossier complexe, qu'on ne peut pas gérer selon les humeurs politiques des classes extrémistes. Pourra-t-on un jour trouver un terrain d'entente dans ce registre ? L'Espagne et l'Allemagne mettent à nu l'accord de façade sur la politique migratoire de l'UE.

Le 10 février dernier, le Parlement européen a adopté sous la pression de la droite et l'extrême-droite deux textes qu'on présente comme de nouveaux tours de vis sur l'immigration, mais pour l'Espagne et l'Allemagne, il s'agit de tours de vis dans le vide.

Birmanie : au moins 17 morts dans un raid aérien de la junte



Une frappe aérienne menée par la junte birmane sur un marché villageois dans l'ouest du pays a fait au moins 17 morts, ont indiqué mercredi deux organisations locales. L'Armée d'Arakan, une organisation armée ethno-nationaliste, a déclaré que 17 «civils innocents» avaient été tués mardi lors d'une frappe sur le village de Yoe Ngu, dans l'Etat de Rakhine (ouest), tandis que le groupe civil bénévole Ponnagyun Youth Association (PYA) a estimé le nombre de morts à 18. «Les cadavres étaient éparpillés dans toute la zone», a confié le président de la PYA, Pyae Phyto Naing, arrivé dans le village après la frappe.